

Magazine *Africain* de Cyberstratégie

Décrypter les enjeux de demain dans le cyberspace africain

MAC N° 003 / Déc / 2025



LARC

CYBERÉCONOMIE

*L'enjeu invisible
de la transformation
numérique africaine.*



www.larc.africa

A PROPOS DU MAC

1. Présentation du magazine

Né en 2024 de la volonté du Laboratoire Africain de Recherches en Cyberstratégie (LARC) de diversifier ses canaux de diffusion et de vulgarisation scientifique, le Magazine Africain de Cyberstratégie est une publication semestrielle qui s'impose comme une plateforme de réflexion et d'analyse sur le cyberspace africain. Porté par une mission de rigueur intellectuelle et de prospective, le magazine se veut à la fois un outil de veille, un espace de débat et une vitrine des initiatives africaines en matière de cybersécurité et de gouvernance numérique.

Sa ligne éditoriale repose sur trois piliers :

- ⇒ **Décrypter les tendances/mutations** en cours dans l'univers numérique africain, qu'elles soient techniques, sociales, politiques ou économiques.
- ⇒ **Analyser les politiques et stratégies** mises en œuvre aux niveaux national et continental, en mettant en perspective les avancées et les défis.
- ⇒ **Valoriser la parole des experts et des praticiens** afin de rendre visibles les dynamiques locales et les contributions africaines dans la scène mondiale du cyber.

Le magazine s'adresse à un lectorat exigeant, composé de :

- **Décideurs publics et privés**, soucieux de comprendre les tendances et d'anticiper les enjeux du numérique.
- **Chercheurs, universitaires et étudiants**, engagés dans la réflexion critique sur la cybersécurité et la souveraineté numérique.
- **Stratèges, analystes, experts en cybersécurité et professionnels du numérique**, à la recherche d'analyses fines et de perspectives crédibles.
- **Entrepreneurs, incubateurs et start-ups tech**, intéressés par les opportunités et risques liés à l'économie numérique.
- **Organisations internationales et bailleurs de fonds**, attentifs aux dynamiques africaines et à leurs implications globales.

A PROPOS DU MAC

En moins de deux ans d'existence, le magazine a déjà marqué une forte empreinte dans son domaine :

- **Plus de 3 000 téléchargements** cumulés pour ses deux premiers numéros, témoignant de l'intérêt croissant de la communauté cyber.
- **Plus de 500 interactions** (clics, commentaires, republications, partages) enregistrées sur ses différentes plateformes de diffusion, confirmant la vitalité de son lectorat.

Avec une fréquence semestrielle, une couverture panafricaine et une ambition internationale, le MAC s'affirme comme une référence incontournable pour quiconque s'intéresse aux enjeux du cyberspace sur le continent. Alliant expertise scientifique et accessibilité, il s'inscrit dans la mission du LARC de décoder, anticiper et accompagner les transformations numériques de l'Afrique, au service de la souveraineté et de l'innovation.

Format & Tarifs publicitaires

Format	Position	Prix / numéro
Pleine page (A4)	Intérieure	150 000 FCFA
Demi-page	Intérieure	100 000 FCFA
Quart de page	Intérieur	50 000 FCFA
Page de couverture intérieure	Avant/Arrière	200 000 FCFA
4 ^{ème} de couverture		300 000 FCFA
Double page centrale	Milieu	700 000 FCFA

Contacts

Rédaction & publicités : lea.tsafack@larc.africa

Partenariats : info@larc.africa

Tél : +237 696 68 35 15 (WhatsApp et Appel)

Site : <https://larc.africa>

Influencez l'avenir du cyberspace africain !

MAC – Décrypter les enjeux du cyberspace africain

Magazine Africain de Cyberstratégie

MAGAZINE AFRICAIN DE CYBERSTRATÉGIE

Cyberéconomie : l'enjeu invisible de la transformation numérique africaine

Une publication du LARC – Laboratoire Africain de Recherches en Cyberstratégie

*Troisième édition
Douala – 2025*

Avec le soutien de :

 ASSOCIATION AFRICAINE DES CHERCHEURS EN CYBERSTRATÉGIE	 LARC	 RHOPEN LABS Le talent africain à la conquête du monde!	 INSTITUT AFRICAIN DE LA RÉFLEXION STRATÉGIQUE MAKE AFRICA GREAT AND MORE RESILIENT
 Africa Cybersecurity Magazine	 edify	 EPIC Observatoire des Politiques Internationales de Cybersécurité	 RACNA

À propos de nous

Derrière l'élaboration de votre rendez-vous semestriel, se trouve une équipe dynamique, passionnée et acharnée qui travaille sans relâche pour produire un magazine à la conquête des enjeux nouveaux du cyberespace africain pour l'Afrique.

Pr Isidore BIKOKO



Nos valeurs

- Défi
- Engagement
- Créativité
- Coopération
- Réflexion.

Notre approche

Les recherches sont menées sous le joug d'un paradigme à la fois critique et descriptif.



L'Equipe

La rédaction

DJINGOU NGAMENI François-Xavier, Directeur de Publication
Lea Arselle TSAFACK, Rédactrice en chef
Isidore BIKOKO, Pr., Coordonnateur scientifique
Bertrand FINI, Concepteur graphique

Contributeurs internes

Megane KAPCHE, chercheuse
Leslie MBANGO BAHAGAG, responsable de la formation
Annick Murielle DJOMO, bénévole

Contributeurs externes

- Gilles MAKONGUE
- Paul Alain ZIBI FAMA
- Anthony SAME
- AWAWOU MOUNCHILI RAYE
- Stephane MORTIER
- Brell SANWOUO
- Guy Germain MBAKI
- Bara FALL
- Tangyie Shulem Yaweni

AVERTISSEMENT

Les analyses, opinions et recommandations publiées dans ce magazine sont celles de leurs auteurs et contributeurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Laboratoire Africain de Recherches en Cyberstratégie. Ce contenu a pour objectif d'informer, d'éclairer et de susciter le débat sur les enjeux de la cyberéconomie africaine. Il ne constitue en aucun cas un conseil juridique, financier ou stratégique. Les informations présentées ont été collectées et vérifiées avec soin à la date de publication, mais le LARC ne peut garantir leur exhaustivité ou exactitude. Toute utilisation de ces informations se fait sous la seule responsabilité du lecteur.

© (2025) Magazine Africain de Cyberstratégie [Laboratoire Africain de Recherches en Cyberstratégie]

Tous droits réservés.

SOMMAIRE

7 L'ÉDITORIAL

9 PAROLE A ANTHONY SAME, PDG DE ST DIGITAL

12 FOCUS SUR AWAWOU MOUNCHILI RAYE, CEO DE SMART SERVICES HUB (SSH),

14 DÉCRYPTAGE

19 QUESTION-MAC

23 HIGHLIGHTS

25 ARTICLE HORS-SÉRIE

26 TOP 5 DES STARTUPS AFRICAINES LES PLUS INNOVANTES EN 2025 !

31 TENDANCE

32 ACTUALITÉS

36 RENCONTRES ET ÉVÈNEMENTS

41 À LA UNE DU LARC

43 CHOIX DE LA RÉDACTION

44 QUIZ

Cyberéconomie : révéler l'invisible, bâtir l'avenir africain

Chers lecteurs, chères lectrices,

C'est avec une immense fierté que nous vous présentons ce troisième numéro du Magazine Africain de Cyberstratégie (MAC), qui marque une étape significative dans notre mission d'éclairer les dynamiques numériques du continent. Au cœur de cette édition, une thématique à la fois fascinante et cruciale pour l'avenir de notre continent : « Cyberéconomie : l'enjeu invisible de la transformation numérique africaine ».



La cyberéconomie peut ainsi être définie comme l'ensemble des activités économiques, des processus et des marchés qui sont intégralement ou substantiellement créés, facilités ou transformés par les technologies numériques et l'interconnexion globale. Elle englobe la création de valeur, l'emploi, l'innovation, les échanges commerciaux (e-commerce, marchés publics dématérialisés), les mécanismes de financement (fintech, crowdfunding), et les cadres réglementaires qui soutiennent cet écosystème. Elle se manifeste à travers l'entrepreneuriat numérique, la gouvernance

C'est une thématique qui souligne l'émergence silencieuse, mais déterminante, d'une nouvelle frontière économique, façonnée par le numérique, et dont le potentiel est encore trop souvent sous-estimé ou mal compris. L'Afrique est à l'aube d'une révolution économique portée par les technologies, et il est temps de lever le voile sur cette réalité.

Mais qu'entend-on précisément par cyberéconomie ?

Souvent évoquée par les dirigeants africains et dans les débats publics, le concept d'économie numérique désigne communément l'ensemble des activités, infrastructures, services et modèles d'affaires reposant sur l'usage des technologies digitales. Endeavor estime que ce secteur pourrait atteindre 712 milliards de dollars en Afrique d'ici 2050.

Toutefois, fidèle à notre grille de lecture axée sur une logique des enjeux, ce numéro du MAC propose d'aller au-delà de cette définition courante en explorant une notion plus vaste et systémique : la cyberéconomie. Plus englobant, ce nouveau concept ne se limite pas au volume d'activité digitale, mais met résolument l'accent sur les fondations stratégiques, sécuritaires et de gouvernance, souvent négligées par la notion d'économie numérique, avec laquelle il est parfois confondu.

électronique, l'investissement dans les infrastructures et les services digitaux, et s'étend des politiques publiques macroéconomiques (fiscalité du numérique, coopération internationale, géopolitique des données) aux initiatives microéconomiques (startups, freelances, plateformes collaboratives). Elle intègre aussi les risques systémiques et les implications sociétales qui découlent de cette numérisation profonde. En somme, la cyberéconomie est le moteur productif, la colonne vertébrale stratégique et sécuritaire de la transformation numérique, générant richesse, opportunités et défis inédits.

En Afrique, la cyberéconomie n'est pas une lointaine perspective, mais une réalité en pleine effervescence, portée par une jeunesse connectée, des innovations locales et une adoption rapide des technologies mobiles. Pourtant, son potentiel est encore trop souvent sous-estimé ou mal compris, demeurant invisible aux yeux de nombreux décideurs et citoyens, et parfois confondu à l'économie numérique. Ce numéro 3 du MAC se donne pour mission de décrypter les dynamiques, les opportunités, les enjeux et les risques liés à cette émergence.

Pour décrypter cette complexité et maximiser les opportunités africaines, plusieurs grands axes de réflexion nous semblent essentiels à explorer, parmi lesquels :

- La création de valeur et d'emplois numériques locaux : Comment l'Afrique peut-elle passer du statut de consommateur à celui de producteur de solutions numériques ? Il est impératif d'analyser les mécanismes qui favorisent l'entrepreneuriat numérique, la confluence de la montée en puissance des freelances africains sur les plateformes globales (telles que Upwork, Fiverr) et l'émergence des plateformes locales et spécialisées comme Kunative, Nawaari et AfricaShore pour mieux répondre aux besoins spécifiques des freelances et des entreprises africaines, ainsi que la capacité de nos startups à générer de la valeur ajoutée et des emplois durables sur le continent.
- La gouvernance et la régulation d'un écosystème en mutation : Comment les États africains peuvent-ils élaborer des politiques publiques et des cadres réglementaires agiles et inclusifs, capables de stimuler l'innovation tout en protégeant les citoyens et en garantissant une concurrence équitable ? La fiscalité du numérique, la régulation des plateformes et la dématérialisation des marchés publics sont autant de chantiers cruciaux. Certains pays montrent déjà l'exemple en adoptant des lois de type Startup Act qui visent à définir les critères d'éligibilité aux avantages et incitations fiscales, financières et administratives mis en place pour stimuler l'innovation. Parmi les pionniers on peut citer le Sénégal (qui a une loi pour la création et la promotion des startups depuis 2020), le Nigéria (avec sa loi sur les startups de 2022), l'Afrique du Sud, le Kenya, l'Égypte, le Maroc (avec l'initiative Tatwir-Startup), le Rwanda, la Mauritanie, le Bénin et même le Cameroun, qui depuis 2021 a mis en place un dispositif d'exonération fiscales d'une période de cinq ans pour les startups du numérique.
- Le financement et l'investissement stratégique dans l'innovation : L'accès au capital reste un défi majeur pour les acteurs de la cyberéconomie africaine. Quels mécanismes de financement (capital-risque, crowdfunding, partenariats public-privé)

sont les plus adaptés pour soutenir l'éclosion de champions numériques africains et attirer des investissements qui ne se contentent pas d'exploiter nos marchés, mais contribuent à leur développement structurel ?

- La maîtrise des risques et la résilience cyber-économique : L'accroissement de la dépendance technologique vis-à-vis d'acteurs étrangers s'accompagne de conséquences économiques et de risques systémiques. L'économie de la cybercriminalité, l'impensé autour de l'économie des données produites par les africains sur le continent, le manque de réflexion sur la mise en place d'une base industrielle de cybersécurité et de cyberdéfense dans nos États, les menaces sur la souveraineté numérique et les implications sociétales (fracture numérique, éthique de l'IA) exigent une analyse approfondie et des stratégies ambitieuses.
- La coopération internationale et la géopolitique du numérique : Dans un monde où le numérique redessine les équilibres de pouvoir, comment l'Afrique peut-elle s'affirmer comme un acteur à part entière, et non comme un simple marché ou un réservoir de données ? La coopération avec les partenaires internationaux doit être repensée pour garantir un transfert de technologie équitable, un renforcement des capacités locales et une participation active à la gouvernance mondiale de l'Internet et du cyberspace.

À travers les analyses et décryptages d'experts, les témoignages des acteurs de terrains et les perspectives que vous découvrirez dans ces pages, nous espérons vous offrir une boussole pour naviguer dans ce nouvel océan d'opportunités et de défis. L'Afrique a le potentiel de non seulement participer, mais de façonner activement la cyberéconomie mondiale. C'est en comprenant ses enjeux invisibles que nous pourrons collectivement bâtir un avenir numérique prospère, résilient et inclusif pour notre continent.

Bonne lecture à toutes et à tous !

DJIMGOU NGAMENI François-Xavier
Directeur de Publication

Parole à Anthony SAME, PDG de ST Digital

À l'heure où les ruptures de câbles sous-marins exposent brutalement la vulnérabilité des infrastructures numériques, la question des datacenters s'impose comme un enjeu stratégique majeur. Souvent réduits à des labels techniques ou à des certifications internationales, ces équipements constituent pourtant bien plus que de simples infrastructures : ils sont le socle de la continuité numérique, de la souveraineté des données et de la transformation digitale des États. Dans cette tribune, Anthony SAME interroge le paradoxe camerounais d'une filière datacenter dotée d'installations certifiées et sécurisées, mais encore insuffisamment intégrée à un écosystème numérique cohérent, structuré et valorisé. Entre ambitions affichées, réalités opérationnelles et angles morts stratégiques, cette contribution invite à repenser la place des datacenters non comme des îlots technologiques isolés, mais comme des leviers centraux de résilience, de compétitivité et de souveraineté numériques.

« L'actualité récente, marquée par plusieurs ruptures de câbles sous-marins, a rappelé avec force à quel point l'infrastructure numérique est devenue vitale pour le bon fonctionnement de nos sociétés. Au cœur de cette infrastructure se trouve la filière datacenter, véritable colonne vertébrale du numérique, aujourd'hui comme demain.

Aujourd'hui, les datacenters sont les premiers points de connexion aux câbles sous-marins. Ils assurent le routage et la continuité du trafic internet, hébergent les applications et sites web des entreprises, et soutiennent les services publics dans leur transition numérique — tels que l'e-visa, la carte nationale d'identité, le passeport ou encore la gestion des examens scolaires officiels. Demain, avec l'essor fulgurant de l'intelligence artificielle et les nouveaux usages numériques, ce sont des infrastructures encore plus robustes, sécurisées et souveraines qu'il faudra mettre en place.

Plus que jamais, un pays qui ambitionne la croissance et la modernité doit garantir la souveraineté de ses données et disposer de datacenters localisés sur son propre territoire. L'enjeu de la souveraineté et de la résilience numérique est stratégique. Il impose de valoriser, de renforcer et de promouvoir le dynamisme de la filière da-



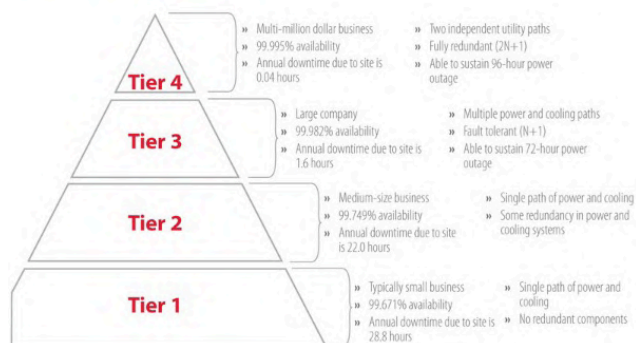
tacenter camerounaise, afin d'en faire un levier majeur de croissance et de compétitivité.

DES DATACENTERS CERTIFIÉS ET SÉCURISÉS AU CAMEROUN

Le Cameroun dispose aujourd'hui d'infrastructures numériques de pointe, avec quatre datacenters aux standards Tier III (Orange, Camtel, MTN et ST Digital). À cela s'ajoutent deux autres (Campost et Cenadi) qui, bien que présentant des éléments de redondance, comportent quelques points de défaillance uniques



Data Center Tiers



(SPOF), les rapprochant d'un niveau Tier II. Pour rappel, la dénomination Tier III renvoie à un standard international de classification des datacenters, garantissant une haute disponibilité et une redondance des systèmes comme l'illustre le schéma ci-après.

Il est important de noter que si la dénomination Tier III est un référentiel standard, des organismes de certification indépendants apportent un avis neutre et objectif sur la réalité des dispositifs techniques mis en œuvre. Parmi eux, l'Uptime Institute est très connu pour avoir déposé le label «Tier III» comme propriété intellectuelle. D'autres entités reconnues incluent le TIA-ANSI, l'ISO, ainsi que l'OCP (Open Compute Program), OIX, HDS, LEED, SOC1, SOC2, etc.

Au Cameroun, Trois des quatre datacenters aux standards Tier III se distinguent par des certifications obtenues auprès d'organismes indépendants :

- Celui de Camtel, certifié Tier III Design par l'Uptime Institute (certificat disponible sur <https://uptimeinstitute.com/uptime-ins->

<https://uptimeinstitute.com/uptime-ins->titute-awards/list/datacenter/camtel-nbn-ii-data-center/896).

- Celui de MTN, certifié Tier III Design par l'Uptime Institute (certificat disponible sur le site Uptime Institute)
- Celui de ST Digital, certifié par au moins cinq organismes indépendants (OIX, PCI DSS, OCP, MANSR, WTA) – l'ensemble de ces certifications consultable sur <https://st.digital/nos-certifications>

Ces réalisations démontrent clairement l'existence de datacenters certifiés et sécurisés aux normes internationales au Cameroun, constituant de véritables infrastructures de souveraineté numérique.

POURTANT, UN ÉCOSYSTÈME LOCAL ENCORE DÉLAISSÉ

Malgré ce potentiel, plusieurs obstacles majeurs freinent l'essor de ces infrastructures.

Le premier est un manque de confiance envers les acteurs locaux. L'administration et de nombreuses entreprises publiques continuent de privilégier des clouds étrangers pour héberger leurs applications et leurs données, y compris les plus sensibles (finance, santé, sécurité, identité). Il n'est pas rare de voir des responsables gouvernementaux utiliser exclusivement des services de messagerie hébergés à l'étranger, comme Gmail, Yahoo ou Outlook. De très nombreux de clients camerounais, privés comme publics, font appel à des prestataires étrangers pour l'hébergement de leurs sites web et leurs serveurs virtuels alors qu'une offre locale

fiable existe. Ce réflexe d'externalisation des données dans des environnements géopolitiquement incertains n'est pas sans conséquence. L'exemple de l'Ukraine, où la souveraineté numérique est devenue un enjeu stratégique majeur entre puissances, devrait nous inviter à plus de vigilance.

Les dysfonctionnements réglementaires constituent un autre frein. En théorie, des lois obligent les acteurs de secteurs sensibles à héberger leurs données localement. En pratique, ces dispositions ne sont ni contrôlées, ni appliquées, ce qui les prive de toute efficacité. Sur le plan fiscal et douanier, le Cameroun applique encore des droits de douane et une taxe TSR sur les logiciels, en contradiction avec les accords de l'OMC. Ce surcoût freine l'adoption de solutions numériques. De plus, dans un contexte énergétique instable, les datacenters doivent investir dans des groupes électrogènes et autres équipements pour garantir une disponibilité continue. La suppression des droits de douane sur ces équipements essentiels constituerait une mesure de soutien forte et cohérente.

À cela s'ajoute une gestion peu transparente des subventions publiques dédiées au numérique. Les fonds comme le FST (Fonds Spécial des Télécommunications portant sur 3.5% du chiffre d'affaires des opérateurs Telecom), le PATNUC (Plan d'Accélération de la Transformation Numérique du Cameroun ayant reçu une importante subvention de la Banque Mondiale) ou la REDEVANCE INFORMATIQUE (0.45% de la valeur de toute marchandise importée au Cameroun), représentent des montants importants. Pourtant, leurs effets sur l'écosystème numérique local restent peu visibles.

Les partenariats public-privé, quant à eux, peinent à émerger. Les marchés publics sont souvent attribués à des entreprises étrangères, sans obligation de collaboration avec les acteurs locaux. Les bailleurs internationaux ont aussi leur part de responsabilité. Ils travaillent principalement avec le secteur public, délaissant le secteur privé même pour de simples consultations. Cela conduit à des projets peu efficaces, générant d'énormes coûts en «assistance technique» et aboutissant à des solutions difficiles à maintenir, rapidement abandonnées faute de compétences suffisantes au sein du secteur public.

Enfin, les coûts élevés de l'internet et la qualité inégale de l'énergie demeurent des handicaps majeurs. Le Cameroun, malgré la présence de plusieurs câbles sous-marins, continue d'afficher l'un des tarifs internet les plus élevés du continent. Le réseau de distribution électrique est quand lui trop souvent défaillant. Cette situation fragilise la compétitivité de l'ensemble du secteur numérique.

UN APPEL À L'ÉTAT

Le secteur privé camerounais a su, par ses propres moyens, développer une infrastructure numérique moderne et sécurisée, sans aide publique significative. Ce n'est plus l'absence de datacenters qui pose problème, mais bien le manque de reconnaissance, de soutien et d'accompagnement de l'État à l'égard d'un secteur crucial pour notre souveraineté et notre développement. Il est urgent que les autorités publiques prennent la mesure de cet enjeu, en instaurant un cadre favorable à l'essor de la filière datacenter locale, au bénéfice de l'économie nationale, de la sécurité des données et **de la souveraineté du pays.** »

Anthony SAME
PDG de ST DIGITAL

Une voix tranquille dans le tumulte : AWAWOU MOUNCHILI RAYE, bâtitrice de SSH (Smart Services Hub)

Dans le paysage souvent bruyant de l'entrepreneuriat africain, où les success stories s'affichent à grand renfort de chiffres et de superlatifs, il existe des parcours plus silencieux, mais non moins puissants. Celui de AWAWOU MOUNCHILI RAYE, CEO de Smart Services Hub (SSH), appartient à cette catégorie rare : celle des trajectoires où la discrétion côtoie la détermination, où l'ambition se conjugue avec profondeur et sens. Derrière son regard calme et sa voix posée se devine une pensée structurée, forgée dans la rigueur et nourrie par une foi tranquille dans les vertus du travail bien fait. SSH, son entreprise, incarne cette philosophie : un hub de services intelligents, tourné vers la transformation numérique et la modernisation des entreprises africaines, mais avant tout, une aventure humaine et spirituelle.

« Je crois profondément que la technologie n'a de valeur que si elle améliore réellement la vie des gens. C'est ça, ma boussole »,

Confie-t-elle, dans une phrase qui résume à elle seule son rapport au leadership.

SSH : bâtir des ponts entre l'humain et la technologie

Créée avec la volonté de démocratiser la transformation digitale, Smart Services Hub (SSH) se présente comme un catalyseur d'innovation et de performance. La structure offre une palette de services articulée autour de deux grands axes :

- A. Transformation numérique et conseil stratégique : accompagnement des entreprises et institutions dans la digitalisation de leurs processus, l'automatisation des tâches et l'adoption de solutions intelligentes adaptées à leurs besoins réels.
- B. Développement de solutions digitales sur mesure : conception d'applications, de plateformes et d'outils de gestion orientés métier, pensés pour simplifier le quotidien des organisations locales. C'est dans ce



second axe que s'inscrit AmphiMill, l'un des projets phares de SSH.

AmphiMill est une plateforme pensée pour les étudiants, conçue pour les accompagner tout au long de leur parcours académique, quel que soit leur établissement. Elle propose un véritable écosystème d'assistance étudiante de l'orientation vers les filières correspondant aux aptitudes de chacun, jusqu'à l'insertion socio-professionnelle. L'application intègre des modèles de requêtes, d'anciens sujets classés par écoles, filières et niveaux, mais aussi des fonctionnalités inédites :

- ▲ Un moteur d'intelligence artificielle facilitant les recherches académiques,
- ▲ Un drive personnel de 10 Go intégré à l'application,
- ▲ Des bourses d'études continues,

- ▲ Un service de job étudiant à la demande,
- ▲ Des modèles de CV et de lettres adaptés aux réalités africaines,
- ▲ Et un module logement simplifiant la recherche sans frais supplémentaires.

Accessible sur tous les réseaux sociaux, AmphiMill s'adresse directement aux jeunes bacheliers et aux étudiants avec un slogan évocateur : « Simplifie ta vie d'étudiant, un clic à la fois. » Par ce projet, AWAWOU MOUNCHILI RAYE traduit concrètement sa vision : mettre la technologie au service de l'humain et faire de l'innovation un levier d'inclusion sociale. SSH est née de cette conviction : l'Afrique n'a pas besoin de copier, elle doit inventer sa propre voie numérique, enracinée dans ses réalités. Le chemin n'a pourtant rien eu d'évident. Les débuts furent exigeants, parfois solitaires. « Quand on est une femme dans un secteur dominé par les hommes, il faut constamment prouver, démontrer, et en même temps ne pas perdre son essence », explique-t-elle. Elle n'a pas voulu « faire comme », elle a fait avec les moyens disponibles, les talents locaux, et une foi profonde dans la capacité du continent à créer ses propres solutions.

Une approche du leadership ancrée dans la spiritualité

Ce qui captive chez AWAWOU MOUNCHILI RAYE, c'est cette forme de leadership serein presque méditatif. Pas de discours flamboyant, pas d'effet de manche : elle parle d'équilibre, d'écoute, de respect des rythmes. Son management repose sur la confiance et la responsabilisation. « Je crois qu'un bon leader est celui qui permet à chaque membre de son équipe de s'élever à son propre rythme, sans écraser ni précipiter. » La spiritualité, chez elle, n'est pas un vernis moral, mais une véritable boussole intérieure. Elle irrigue sa manière de diriger, de décider, de gérer les épreuves. « Je ne sépare pas le spirituel du professionnel. C'est ce qui me garde ancrée quand tout s'accélère autour de moi. » Dans un monde où la performance est souvent synonyme de pression, cette posture est presque subversive.

Femme de convictions avant d'être femme de chiffres, elle ne se décrit guère comme un CEO, mais comme une servante de vision. Sa réussite, elle la mesure moins en parts de marché qu'en impact. SSH est autant une entreprise qu'une plateforme d'opportunités pour une génération d'Africains qui rêvent d'allier innovation et utilité sociale. Dans ses mots, le futur de l'Afrique se joue dans cette capacité à réconcilier technologie et humanité. « Nous devons arrêter de courir derrière les modèles importés. L'Afrique doit créer ses propres écosystèmes, basés sur ses valeurs, sa culture, ses besoins réels. »

Les préjugés et le prix du malentendu

Dans son parcours, AWAWOU MOUNCHILI RAYE a aussi dû affronter une forme plus insidieuse de sexisme celui qui réduit la réussite féminine à des rumeurs ou à des « compensations ». Parce qu'elle est une femme à la tête d'une entreprise en pleine croissance, certains ont préféré douter de son mérite plutôt que de reconnaître son travail. « Il m'est arrivé qu'on associe mes succès à des faveurs personnelles plutôt qu'à mes compétences. C'est douloureux, mais j'ai appris à ne pas me laisser définir par ce regard. » Ce mépris déguisé en curiosité, elle l'a transformé en moteur. Chaque contrat remporté, chaque client satisfait, chaque jeune qu'elle inspire devient une réponse silencieuse, mais éclatante, à ces préjugés. Chez elle, la dignité n'est pas un mot, c'est une posture.

Un modèle d'humilité et de profondeur

À la fin de l'entretien, on ressort frappé non pas par son discours, mais par son authenticité. AWAWOU RAYE ne cherche ni à plaire ni à impressionner ; elle inspire par sa constance, sa lucidité, et cette sérénité rare dans un monde obsédé par la vitesse. SSH, c'est un peu le reflet de sa personnalité : une entreprise agile, ancrée, porteuse de sens. Dans un continent où le leadership se raconte souvent à travers les éclats de réussite ou les coups d'éclat médiatiques, elle incarne une autre voie : celle du leadership intérieur, du courage tranquille et du progrès ancré dans des valeurs. Et si, au fond, les véritables bâtisseurs du futur africain étaient ceux dont on parle le moins ?

Propos recueillis par Mégane KAPCHE

Alors que le numérique s'impose comme un moteur central de transformation économique, l'Afrique reste confrontée à un double défi structurel : une dépendance persistante aux technologies et aux contenus importés, et une insuffisante structuration des compétences nécessaires pour soutenir une ambition industrielle et souveraine. Derrière la croissance des usages se dessinent des fragilités profondes : faible création de valeur locale, déficit de production technologique, inadéquation entre besoins du marché et offres de formation.

Ce décryptage propose une lecture croisée de ces enjeux en interrogeant, d'une part, les conditions du passage d'un modèle fondé sur la consommation et l'importation à une économie de production et d'exportation numériques, et, d'autre part, la nécessité de cartographier, structurer et anticiper les métiers du cyber en Afrique. Deux entrées complémentaires pour penser un même objectif : bâtir un écosystème numérique africain capable de produire, protéger et valoriser durablement ses propres ressources technologiques comme humaines.

1. Observatoire des métiers du cyber en Afrique (salaires, formations, besoins du marché)

Massives, sophistiquées et de plus en plus ciblées, les cyberattaques se multiplient sur le continent africain. Les entreprises et les États africains subissent la guerre numérique. Les attaques se multiplient, les ransomwares ciblent aussi bien les petites structures que les grandes, et les failles humaines continuent d'être le point faible le plus exploité. Mais derrière cette montée en puissance se cache une réalité plus inquiétante : l'Afrique manque cruellement de talents qualifiés pour se défendre. Avec ces attaques cyber, l'Afrique fait face à un enjeu critique qui est la pénurie de talents. Elle se traduit par un manque de talents formés, par un manque de formation pratique et certifiante spécialisée et ciblée, une fuite des cerveaux, des infrastructures limitées, une faible sensibilisation aux métiers, une demande supérieure à l'offre, des conditions de travail peu attractives et une sous-représentation des femmes dans le secteur.

Résultat : les entreprises veulent recruter pour se protéger et maintenir en sécurité leurs systèmes, mais peinent à trouver des profils réellement opérationnels. Le paradoxe, c'est que le continent africain manque encore cruellement de talents qualifiés et d'écoles spécialisées pour les métiers précis. Beaucoup de diplômés en informatique ont la base, mais peu sont spécialisés ou ont la maîtrise des outils concrets demandés par le marché de l'emploi. De ce fait, les entreprises africaines se tournent vers l'extérieur : elles embauchent des étrangers ou des africains formés en Europe, sollicitent des prestataires étrangers ou externalisent carrément leurs services de cybersécurité.

Les métiers du cyber, nouveaux piliers de la performance

La montée des attaques a fait émerger une cartographie des métiers de la cybersécurité. Entre 2015 et 2025, le poste de responsable des systèmes d'information a laissé place à celui de responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI). Ce rôle stratégique ne se limite plus à l'installation de pare-feux, mais consiste à protéger le SI et à répondre aux cyberattaques à l'aide d'outils et de sensibilisation, tout en alignant la stratégie globale de l'entreprise avec les bonnes pratiques de cybersécurité. Depuis 2020, on entend parler de l'analyste SOC, en passant par le pentester, l'architecte sécurité, le consultant en gouvernance et conformité (GRC), ou encore le data protection officer (DPO) et le juriste en droit du numérique. Ces fonctions ne se limitent plus à la technique. Elles incarnent désormais une dimension de gouvernance et de performance organisationnelle. Dans les directions d'entreprise, la cybersécurité est devenue un levier de confiance, de résilience et de compétitivité.

Selon l'analyse des offres d'emploi recensées entre 2022 et mi-2025, plus de 120 postes liés à la cybersécurité et aux fonctions IT à dominante sécurité ont été publiés à travers le continent. Le Cameroun concentre près de 68 % des offres, suivi par la Guinée (8 %), la RDC (7 %), le Sénégal (5 %) et la Côte d'Ivoire (4 %). Les autres pays francophones tels que le Tchad, Madagascar ou le Gabon se partagent les 8 % restants, traduisant une émergence encore timide mais croissante de la filière.

Les secteurs les plus demandeurs demeurent la banque et la microfinance, en raison des exigences réglementaires de la COBAC et de la pression croissante sur la conformité IT. Viennent ensuite les assurances, les télécommunications (avec des acteurs comme Orange, MTN ou Yoomee) et les institutions publiques engagées dans la modernisation numérique et la protection des infrastructures critiques. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte d'augmentation des cyberattaques sur le continent et d'un besoin urgent de renforcer la résilience numérique des organisations.

Depuis 2024, la demande explose pour les profils opérationnels et de gouvernance en cybersécurité, notamment en Afrique centrale et de l'Ouest. Les métiers les plus recherchés sont :

- ✍ Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI), garant de la stratégie et de la conformité cyber ;
- ✍ Ingénieur ou Analyste Cybersécurité, chargé du déploiement des mesures techniques de protection ;
- ✍ Analyste SOC, pivot des opérations de détection et de réponse aux incidents ;
- ✍ Pentester, expert en sécurité offensive chargé de tester la robustesse des systèmes ;
- ✍ Architecte sécurité, concepteur des infrastructures IT résilientes ;
- ✍ Administrateur systèmes, réseaux et sécurité, profil de support clé au sein des entreprises ;
- ✍ Consultant ou Auditeur en cybersécurité, spécialisé dans les audits ISO 27001 et la mise en conformité ;
- ✍ Data Protection Officer (DPO), devenu incontournable depuis la montée en puissance des lois africaines sur la protection des données ;

Et enfin, les formateurs et sensibilisateurs, dont le rôle est essentiel pour développer une véritable culture cyber au sein des organisations. Ces métiers sont demandés selon le besoin de l'organisation, sa taille, l'enjeu stratégique et son secteur d'activité.

Parlant des rémunérations dans le domaine, qui témoignent à la fois de la rareté des profils et de l'immaturité du marché. Un technicien sécurité gagne en moyenne 300 000 à 700 000 FCFA par mois, un analyste SOC entre 600 000 et 1,2 million, tandis qu'un ingénieur cybersécurité ou un pentester peut atteindre 2 millions. Les postes à responsabilité comme RSSI ou CISO se négocient entre 1,5 et 4 millions FCFA, selon la taille de l'organisation. Ces tranches de rémunération sont observées dans les grands groupes multinationaux, mais également pour des types de contrats CDI. Quant aux profils temporaires, tels que les consultants, on observe un taux moyen journalier de 100 000 à 200 000 pour un junior et de 300 000 à 700 000 voire plus pour un profil expert. Ceci selon la complexité du projet. Si ces salaires restent inférieurs aux standards internationaux, ils témoignent toutefois d'une reconnaissance croissante du rôle stratégique de la cybersécurité au sein des organisations africaines.

Pour occuper ces postes stratégiques et tactiques, il ne suffit pas d'avoir un baccalauréat TI, mais de posséder un ensemble de compétences : formation spécifique, certification, solides compétences techniques et expérience avérée. Que ce soit des cabinets, les grands groupes, ces derniers valorisent particulièrement des personnes qualifiées titulaires au moins d'un Bac+4 en cybersécurité ou cryptographie, avec certifications, NSE 1,2, & 3, CCNA, , CompTIA Security+, ISO 27001 pour les juniors et CISSP, : IBM Cybersecurity Analyst, Google Cybersecurity Professional, ISC2 Certified in Cybersecurity (CC), CEH, OSCP, CISM pour les spécialistes confirmés et experts. Ces compétences doivent être accompagnées d'une expérience avérée d'au moins 3 ans. Les compétences clés incluent l'administration des systèmes et des réseaux, la gestion des incidents (SIEM/SOC), les tests d'intrusion et la conformité. Ces exigences visent à garantir que les candidats disposent des compétences nécessaires pour relever les défis de la souveraineté numérique.

Heureusement, depuis près d'une décennie, Le continent africain suit la tendance "Tech + Cyber + IA", avec quelques années de décalage. Mais une croissance exponentielle ou il y'a quelques années, la cybersécurité y était quasi inexistante dans les cycles de formation ? On parlait d'ingénieur informatique qui était un généraliste ou appelé le « Roi » dans les cycles d'ingénierie et était accompagné des formations spécifiques comme ingénieur réseau et télécommunication ou administrateurs systèmes & réseau qui n'étaient que des ingénieurs de travaux. Aujourd'hui, de nombreuses institutions africaines se sont engagées dans la bataille de la formation après avoir étudié le marché africain de la cybersécurité, un marché de niche.

En Afrique de l'Ouest, nous avons l'ESATIC (Côte d'Ivoire), EPITECH (Bénin), l'UCAD et l'ESMT (Sénégal) ou encore le Groupe CERCO qui forment les futurs experts. En Afrique centrale, le SUP'PTIC, l'École Polytechnique de Yaoundé, et ses démembrements régional, l'I-CSSI, Keyce Informatique, UCAC ICAM (Cameroun), l'USTM (Gabon) ou le CERCAC (Congo). Au Maroc, pionnier dans le domaine, l'INPT, l'UIR et l'UM6P associent cyberdéfense et intelligence artificielle.... Concernant les centres de formation, le Centre de formation en cybersécurité du Cameroun propose des formations pratiques, tandis que l'African Cyber Security Center de la RDC offre des programmes destinés aux professionnels du secteur. Au Cameroun, l'institut de formation RHOPEN LABS propose des formations certifiantes au métier d'analyste SOC. Enfin, le Groupe de Formation Professionnelle et Technique

du Gabon participe également à la formation en matière de sécurité des systèmes d'information.

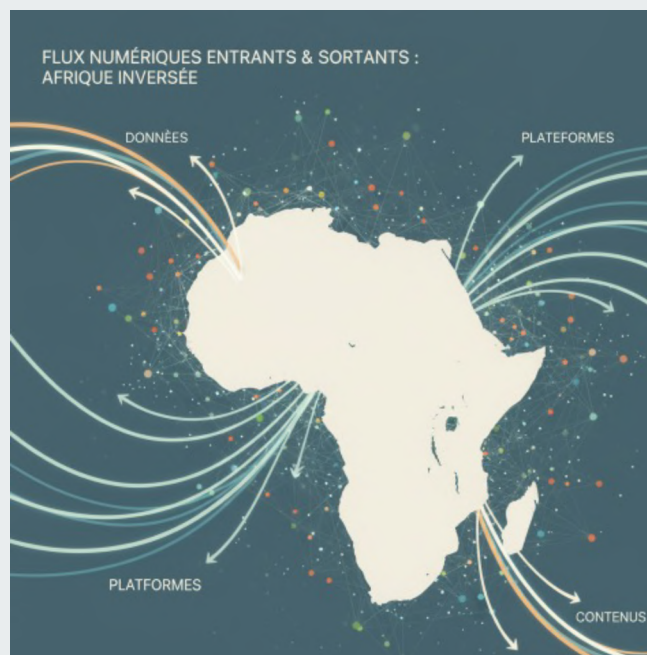
Malgré cette multitude de programmes, le marché reste décalé et un problème persiste : trop peu de formations proposent une mise en pratique concrète. Beaucoup d'entre elles ne correspondent pas aux besoins du marché. Beaucoup d'entre elles ne correspondent pas aux besoins du marché. Les laboratoires techniques, les simulations d'attaques ou les stages en entreprise sont rares. Les entreprises recherchent des experts capables de piloter un SOC, d'auditer un système ou de réagir à une crise en temps réel, mais nombre de jeunes diplômés manquent encore d'expérience terrain. Pour combler ce fossé et bâtir une génération d'experts cyber africains compétents, il faut abattre les murs entre la théorie et la pratique : créer des environnements de simulation vivants, former aux métiers et non aux domaines, impliquer les acteurs privés dans la formation et faire de la certification continue un réflexe professionnel.

L'Afrique doit prendre conscience de sa vulnérabilité numérique. Les cyberattaques se multiplient et s'intensifient de jour en jour. Former, certifier, fidéliser et valoriser les talents africains dans le domaine de la cybersécurité est désormais une urgence stratégique pour le continent. En effet, la souveraineté numérique du continent dépendra de sa capacité, demain, à défendre, protéger et sécuriser ses propres infrastructures avec ses propres experts.

Leslie MBANGO BAHANAG

Au-delà de la consommation : comment l'Afrique peut-elle passer de l'importation massive à la production, puis à l'exportation de technologies et de contenus numériques ?

La transformation numérique africaine est souvent présentée à travers des indicateurs d'accès : taux de pénétration d'Internet, explosion de la téléphonie mobile, généralisation des services numériques, essor des fintechs ou des plateformes de commerce en ligne. Pourtant, derrière cette dynamique apparente se cache une réalité moins visible : l'Afrique demeure principalement consommatrice de technologies et de contenus numériques conçus ailleurs. Cette situation pose une question centrale de cyberéconomie : où se crée la valeur numérique, qui la capte, et qui la redistribue ? Passer de l'importation massive à la production, puis à l'exportation de technologies et de contenus numériques n'est donc pas un simple objectif industriel ; c'est un enjeu de souveraineté économique, culturelle et stratégique.



1. Une cyberéconomie africaine structurellement dépendante

Aujourd'hui, l'essentiel des briques numériques utilisées sur le continent (que ce soient les systèmes d'exploitation, plateformes sociales, moteurs de recherche, services cloud, infrastructures logicielles critiques) est importé. Même lorsque les usages sont locaux, la valeur économique est majoritairement captée hors d'Afrique. Prenons les données produites par des millions d'utilisateurs africains, stockées et traitées sur des infrastructures situées hors du continent. Les revenus publicitaires générés par les contenus africains sur les grandes plateformes numériques bénéficient principalement aux acteurs globaux. Sans parler des États et entreprises africains qui paient tous sans exception, des licences, abonnements et services numériques en devises étrangères. Cette dépendance contribue à un déficit structurel de la balance numérique, rarement mesuré mais bien réel.

Quoique l'Afrique innove beaucoup dans les usages (mobile money, services USSD, solutions adaptées aux contraintes locales), nous restons à la traîne dans la conception de technologies exportables à grande échelle. Un contraste est bien le succès d'usage des services de paiement mobile en Afrique de l'Ouest ou encore des plateformes de e-santé adaptées aux zones rurales. La limite structurante inhérente à ces solutions demeure leur faible présence dans les chaînes de valeur mondiales du logiciel, du cloud ou des semi-conducteurs. L'écart se situe moins dans la créativité que dans la capacité d'industrialisation et de projection internationale.

2. Produire, oui, mais dans des écosystèmes encore fragmentés ?

Le continent dispose d'une jeunesse nombreuse et connectée, mais fait face à une pénurie de compétences critiques : ingénierie logicielle avancée, cybersécurité, intelligence artificielle, économie des données, architecture cloud. De nombreux développeurs africains travaillent encore pour des entreprises étrangères en freelance ou en télétravail, contribuant indirectement à des économies extérieures. Les universités et centres de recherche peinent toujours à transformer la formation théorique en innovation technologique industrialisable. Le défi n'est plus seulement la formation, mais la rétention et la structuration des talents.

Produire des technologies numériques suppose avant tout la maîtrise d'infrastructures critiques : data centers, capacités de stockage et de calcul, interconnexions régionales, services cloud fiables, etc. Si des progrès sont visibles (Cas des data centers [St Digital](#) implanté dans une bonne partie de la région centrale et ouest-africaine), l'infrastructure reste inégalement répartie, freinant la montée en gamme de nombreux écosystèmes locaux. Or, sans infrastructure robuste, la production restera dépendante de services externes, limitant inéluctablement l'autonomie stratégique des États.

3. Exporter ? un saut qualitatif encore peu maîtrisé

Beaucoup de start-ups africaines réussissent à répondre à des besoins locaux, mais peinent à franchir le cap de l'exportation. Leurs multiples obstacles sont bien connus : standards internationaux, certifications, capacité financière, crédibilité institutionnelle, accès aux marchés extérieurs. Un exemple serait ces solutions fintech africaines souvent contraintes de s'adapter aux cadres réglementaires de chaque pays, ce qui prolonge inutilement leur expansion régionale. N'oublions point que les contenus culturels numériques africains rencontrent certes un succès d'audience, mais aussi une faible captation de revenus. Exporter exige en plus d'une bonne idée ou d'une idée bonne, la structuration industrielle adéquate.

L'Afrique est pourtant un producteur tristement majeur de contenus culturels (musique, audiovisuel, création numérique), mais ces contenus circulent presque essentiellement sur des plateformes étrangères. Conséquence ? La dépendance toujours actuelle aux algorithmes de diffusion, les faibles revenus par créateur, et une absence de plateformes africaines capables de rivaliser à l'échelle continentale. Bien que des initia-

tives dynamiques comme [Gara](#) ou encore [Kitabu](#) se mettent en place, la cyberéconomie culturelle africaine reste économiquement fragile.

4. De la critique des approches actuelles

La focalisation excessive sur les start-ups masque l'absence de politiques industrielles numériques cohérentes, de champions régionaux soutenus sur le long terme, mais plus encore d'articulation entre recherche, industrie et marché. Sans stratégie d'ensemble, l'innovation sera encore plus dispersée et vulnérable. De nombreux projets numériques africains dépendent de financements internationaux car, souvent orientés vers des priorités externes. Cette dépendance influencera alors nos modèles économiques, nos choix technologiques, et même nos marchés cibles. La question de l'autonomie financière de la cyberéconomie africaine demeure primordiale. C'est pourquoi trois conditions doivent être réunies pour une cyberéconomie plus productive et exportatrice. Nous aurons impérativement besoin :

1. D'une vision stratégique étatique et régionale

Politique industrielle numérique, normalisation, intégration régionale. Il faudra tout prévoir.

2. D'un investissement massif dans les infrastructures et la R&D

Sans capacité de production locale, aucune souveraineté numérique durable n'est envisageable.

3. D'une réelle structuration (transparente !) des marchés africains

Avant de viser l'exportation globale, l'Afrique doit devenir son propre marché de référence.

Passer de l'importation massive à la production, puis à l'exportation de technologies et de contenus numériques ne relève ni d'un slogan, ni d'une utopie¹. C'est simplement une nécessité stratégique pour que la transformation numérique africaine passe de vecteur de consommation à levier de création de valeur et d'influence. Rendre visible la cyberéconomie africaine, c'est aussi et surtout reconnaître que le numérique est désormais un champ de puissance au sein duquel l'Afrique ne peut se contenter d'un rôle périphérique.

Léa Arselle TSAFACK

1. Des sources et références indicatives

Banque mondiale, Digital Economy for Africa ; CNUCED, Digital Economy Report ; Union Africaine, Digital Transformation Strategy for Africa ; GSMA, Mobile Economy Africa ; OCDE, Perspectives économiques numérique



Kitabu

La plateforme qui connecte les auteurs, les lecteurs et les professionnels du livre

Choisissez la formule qui vous correspond !

Ensemble, émancipons les auteurs africains



Auteurs (Ce que vous gagnez)

- ✓ Un espace pour créer et présenter votre projet
- ✓ Une communauté qui peut préfinancer votre livre
- ✓ Une production 100 % prise en charge
- ✓ Une rémunération vérifiable et sécurisée
- ✓ Une double distribution : imprimé + NFT



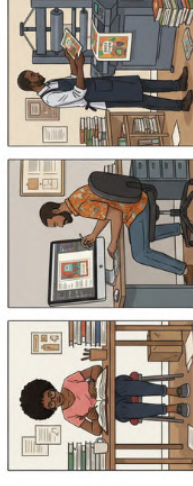
Lecteurs (Pourquoi c'est pour vous)

- ✓ Vous décidez des projets qui avancent
- ✓ Vous recevez un livre + un NFT exclusif
- ✓ Vos contributions sont protégées
- ✓ Vous soutenez la création africaine
- ✓ Vous participez à l'écosystème éditorial

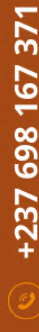


Professionnels (Votre valeur reconnue)

- ✓ Projets financés = missions garanties
- ✓ Paiement automatique et traçable
- ✓ Processus clair du début à la fin
- ✓ Plus de prospection compliquée
- ✓ Un profil mis en avant selon vos réalisations



**Nous
contacter**



+237 698 167 371



contact@kitabu.africa



www.kitabu.africa



Makepe, St Tropez

La cyberéconomie africaine : El Dorado ou mirage ?

Depuis une dizaine d'années, le numérique transforme le paysage africain à une vitesse sans précédent. La fintech, les plateformes de contenus, l'éducation en ligne, l'intelligence artificielle et la blockchain sont autant de domaines où les initiatives locales se multiplient. Les chiffres sont impressionnants : des centaines de millions d'utilisateurs connectés, un marché numérique en pleine croissance et une créativité africaine de plus en plus visible sur la scène internationale.

Ces succès nourrissent un imaginaire : l'Afrique comme un El Dorado numérique, capable de capter et produire sa propre valeur dans la cyberéconomie mondiale. Le continent serait ainsi prêt à passer d'une posture de consommateur à celle de producteur et exportateur de technologies et de contenus numériques. Mais derrière ce tableau enthousiasmant se dessine une réalité plus complexe. La dépendance aux technologies étrangères, les infrastructures fragmentées, la fuite des talents et la régulation encore embryonnaire créent un écart important entre promesse et réalité.

La cyberéconomie africaine, aussi séduisante soit-elle, pourrait-elle n'être qu'un mirage, brillant de loin mais fragile lorsqu'on s'en approche ? C'est cette tension entre potentiel visible et les limites structurelles qui fonde la problématique de ce numéro. Dans ce contexte, chaque initiative, innovation et politique publique devient un indice précieux pour comprendre si l'Afrique peut convertir cette promesse en valeur réelle. Ce décor posé ouvre naturellement le débat, que nous explorons à travers les contributions de nos quatre experts.

1. Guy Germain MBAKI, Responsable cybersécurité à la primature de la RD Congo

La cyberéconomie en Afrique est souvent présentée comme un « El Dorado » en raison de son immense potentiel, stimulé par une population jeune et de plus en plus connectée, l'adoption massive des services financiers mobiles et la croissance des écosystèmes de startups. Mais en voir de près, pour l'instant, elle se heurte à des difficultés qui la maintiennent dans la catégorie du mirage.

Les infrastructures numériques et énergétiques demeurent insuffisantes, les coûts d'accès à Internet restent élevés, et la fracture numérique exclut encore une grande partie de la population, notamment en zones rurales. Les cadres juridiques et réglementaires sont incomplets, la cybersécurité est faible et la dépendance technologique vis-à-vis des acteurs étrangers réduit la souveraineté numérique. Tant que ces défis structurels ne seront pas résolus, la promesse d'une cyberéconomie prospère restera une ambition plus qu'une réalité tangible pour les sociétés africaines.

2. Tangyie Shulem YAWENI VOUZAB, Game Theory and Cybersecurity Researcher, URIFIA, University of Dschang.

L'Eldorado passera par le njangu numérique... ou ne passera pas

Si l'on se demande souvent si la cyberéconomie africaine est un Eldorado ou un mirage, on oublie trop souvent d'examiner son moteur principal : la digitalisation des échanges financiers. Ne nous y trompons pas : sans une monnaie capable de se mouvoir instantanément, l'économie numérique reste une coquille vide. Pour saisir les enjeux de la cybergouvernance, il est impératif de détourner le regard de la technologie pure pour le

poser sur ce qui compte vraiment : les mécanismes financiers et les réalités socio-économiques africaines en général, mais de l'Afrique subsaharienne en particulier, qui pour l'instant sauf quelques exceptions, est décidément le mauvais élève de cette classe très particulière.

Selon la Global Findex Database 2025 de la Banque mondiale, 58 % des adultes en Afrique subsaharienne disposent d'un compte financier formel ou mobile, une progression notable par rapport aux 34 % en 2014 et 49 % en 2021. Autrement dit, derrière ces chiffres, des millions de ménages commencent à exister financièrement aux yeux des systèmes, tandis que des centaines de millions d'autres demeurent invisibles.

Cette avancée est largement portée par le mobile money, dont 40 % des adultes possèdent un compte, contre 27 % en 2021. Pourtant, plus de 350 millions d'adultes restent exclus du système, un chiffre qui souligne les limites des modèles bancaires traditionnels. Dans ce contexte, les mécanismes d'épargne informels comme les njanguis, tontines ou stokvels représentent un tissu financier préexistant et efficace, structuré autour de liens de confiance, de réciprocité et de solidarité qui, depuis des décennies, assurent la continuité du quotidien bien avant toute infrastructure numérique : en Afrique du Sud seule, plus de 11 millions de personnes participent à environ 800 000 stokvels, mobilisant annuellement 44 milliards de rands (environ 2,4 milliards d'euros). À l'échelle subsaharienne, ces groupes communautaires gèrent des flux informels estimés à des dizaines de milliards de dollars, démontrant leur rôle central dans l'inclusion financière.

C'est précisément ici que réside le potentiel de l'économie cyber africaine. Plutôt que d'imposer des infrastructures bancaires occidentales inadaptées, le développement doit s'appuyer sur la numérisation de ces pratiques communautaires. Il s'agit moins de substituer des habitudes que de

QUESTION MAC

prolonger, par le numérique, des organisations collectives qui ont déjà fait leurs preuves dans la gestion de l'épargne et du risque. Les fintechs africaines, qui ont levé 639 millions de dollars au premier semestre 2025 (45 % des investissements tech totaux, selon TechCabal), reconnaissent cette tendance en investissant massivement dans les paiements mobiles et les micro-crédits. Une plateforme numérique de njanguï peut transformer les données transactionnelles en scores de crédit fiables : par exemple, un historique de paiements ponctuels au sein d'un groupe de 50 membres génère un indicateur de solvabilité plus prédictif qu'un relevé de salaire irrégulier. Résultat : une commerçante informelle à Douala pourrait avancer son tour de cagnotte pour 300 000 FCFA, remboursable via des flux quotidiens sur MTN MoMo, sécurisant ainsi sa trésorerie et réduisant la vulnérabilité de son ménage aux chocs de revenu.

Ce modèle n'est pas spéculatif. Le mobile money compte déjà plus de 330 millions de comptes actifs en Afrique subsaharienne en 2023 (GSMA), avec une contribution au PIB régional de 190 milliards de dollars cette même année. Numériser les njanguïs étendrait cette dynamique à l'épargne et au crédit collectif, favorisant une inclusion à grande échelle et posant les bases d'une cyberéconomie résiliente. Toutefois, des obstacles structurels menacent cette trajectoire, comme le confirment les données empiriques. Ces contraintes ne sont pas abstraites : elles se traduisent par une persistance de la précarité financière pour des acteurs pourtant déjà organisés et disciplinés dans leurs pratiques d'épargne.

Premièrement, la scalabilité pose un défi majeur. Les njanguïs traditionnels excellent à petite échelle (groupes de 10 à 50 personnes), où la confiance sociale limite les défauts à moins de 5 % selon des études locales. Mais à 50 000 utilisateurs, les risques d'adverse sélection et de moral hazard augmentent : les profils solvables migrent vers des produits formels, laissant une base à haut risque. De plus, les chocs covariables – sécheresses affectant 20-30 % des ménages ruraux simultanément, comme observé en 2022-2023 au Sahel – provoquent des taux de défaut collectifs pouvant atteindre 40 %. Plusieurs applications de tontines digitales lancées entre 2018 et 2022 en Afrique de l'Ouest (comme Tonti au Sénégal ou des initiatives similaires au Cameroun) ont vu leurs taux d'insolvabilité grimper au-delà de 25 % après avoir dépassé les 10 000 utilisateurs, menant à des pivots ou fermetures partielles.

Deuxièmement, les préférences des usagers évoluent. Bien que les njanguïs restent dominants dans l'informel, la Global Findex 2025 indique que 35 % des adultes subsahariens ont

épargné via des canaux formels en 2024 (contre 23 % en 2021), attirés par des rendements de 5-8 % sur des comptes mobiles ou bons du Trésor. Pour beaucoup, la tontine est une solution de dernier recours, non un idéal : une enquête FinMark Trust en Afrique du Sud montre que 60 % des participants à des stokvels aspirent à des produits individuels plus liquides une fois numérisés.

Troisièmement, le cadre réglementaire entrave l'innovation. Dans la zone CEMAC, la BEAC exige une autorisation bancaire pour toute collecte d'épargne ou distribution de crédit, avec un capital minimum de 3 milliards de FCFA, rendant inaccessible cette voie aux startups. Les nouvelles règles sur les paiements digitaux de 2025 (Règlement BEAC n°02/18 actualisé) facilitent les transactions mobiles mais classent les njanguïs numériques au cas où ils octroient des prêts aux membres, comme activités bancaires, exposant les acteurs à des sanctions ou à une concurrence déloyale des incumbents. Résultat : un vide réglementaire qui freine l'investissement, avec seulement 2 % des fintechs CEMAC opérant pleinement en 2024.

Mirage ou Eldorado ? La réponse dépend de la gouvernance cyber. Sans intervention, ces défis risquent de confiner la cyberéconomie à une élite urbaine, perpétuant l'exclusion de 42 % des adultes subsahariens. Dans ce scénario, la promesse d'une modernité numérique resterait largement déconnectée des réalités de celles et ceux qui structurent l'économie informelle au quotidien. Avec une régulation adaptée, elle pourrait inclure 100 millions d'utilisateurs supplémentaires d'ici 2030, boostant le PIB de 5-7 % annuels via une meilleure allocation du capital informel. La solution pourrait passer par une catégorie dédiée : le « Prestataire de Services Financiers Communautaires » (PSFC). Caractéristiques basées sur des benchmarks internationaux : Champ d'action : Collecte et crédit limités à des groupes fermés de 5 000 membres maximum. 8 % des flux alloués à un fonds de garantie collectif ; réassurance partielle (30-50 %) par une banque locale pour chocs systémiques, indexée sur des données climatiques, épidémiologiques et autres données pertinentes.

Le Cameroun, hub de la CEMAC, pourrait pionnier cette approche, alignée sur les objectifs d'inclusion de l'Union africaine. En reconnaissant la communauté comme collatéral équivalent à un bien matériel – validé par des études montrant des taux de recouvrement de 95 % dans les njanguïs traditionnels –, la BEAC transformerait un actif culturel en levier économique.

L'économie cyber subsaharienne n'émergera pas par importation de modèles exogènes, mais par endogenisation des pratiques locales, soutenues par une régulation evidence-based. Les données sont claires : les 639 millions de dollars investis en fintech H1 2025 ne suffiront pas sans ce

pivot. À la BEAC et aux États membres de jouer : le njangu numérique attend, prêt à convertir l'informel en moteur digital. Il en va non seulement de l'efficacité du système financier, mais aussi de la reconnaissance institutionnelle de formes de solidarité qui, jusqu'ici, ont porté silencieusement une large part des économies africaines.

3. Brell SANWOUO, Founder Novalitix, PhD Student, Inria France

La cyberéconomie africaine avance, mais elle avance avec ses propres codes.

Ce n'est ni un eldorado garanti, ni un mirage total. C'est un chantier encore ouvert, où l'ambition et la réalité se croisent tous les jours. Ce qui fait la différence aujourd'hui, ce sont trois leviers très concrets. D'abord, l'émergence d'une génération de développeurs, d'ingénieurs et de chercheurs qui construisent des solutions ancrées dans les usages locaux (paiement mobile, IA appliquée à l'agriculture, systèmes distribués pour la santé ou l'éducation.) Ensuite, l'accès croissant aux infrastructures cloud, qui commence enfin à réduire la barrière technique pour lancer et scaler des services numériques. Enfin, la montée de jeunes entreprises capables de créer de la valeur au-delà du "copier-coller" de modèles occidentaux.

Mais il y a aussi des risques sous-estimés. Le premier, c'est la dépendance technologique : beaucoup d'innovations reposent encore sur des plateformes étrangères, ce qui limite la souveraineté numérique. Le deuxième, c'est l'écart de compétences entre la formation académique et les besoins réels des entreprises tech, qui ralentit la capacité d'exécution. Le troisième, c'est la sécurité : trop d'acteurs sous-estiment encore l'exposition croissante aux cyberattaques.

Pour moi, la cyberéconomie africaine n'est pas une promesse vide. C'est un potentiel réel, mais qui demande de la méthode, de la formation, de l'investissement patient et une vraie volonté de construire des systèmes robustes et durables. Si ces éléments s'alignent, alors oui, l'Afrique peut transformer cet espace en moteur de croissance et non en simple mirage.

4. Paul Alain ZIBI FAMA, Expert en Droit du cyberspace africain

La cyberéconomie africaine se situe aujourd'hui à l'intersection d'un formidable potentiel et d'obstacles structurels. D'un côté, l'expansion rapide de la couverture mobile et l'adoption progressive des services numériques constituent un levier de croissance tan-

gible. En 2024, la couverture mobile s'est étendue à 75 % en Afrique subsaharienne, et selon la GSMA, l'augmentation de l'usage de l'internet mobile pourrait générer jusqu'à 795 milliards de dollars pour l'économie africaine d'ici à 2030. Ces chiffres traduisent l'effet multiplicateur du numérique et confirment que la transformation économique est bien à l'œuvre sur le continent.

Cependant, qualifier la cyberéconomie africaine d'eldorado serait prématuré. La fracture entre couverture et usage, les disparités entre zones urbaines et rurales, les inégalités de genre, le coût élevé de l'accès à Internet et le faible niveau d'alphabétisation numérique limitent encore l'impact réel sur la productivité et l'inclusion. À cela s'ajoutent des risques grandissants : violation de la vie privée, exploitation illégale des données personnelles, cybercriminalité, désinformation, fraude fiscale et vulnérabilité des transactions numériques internationales. Ces défis appellent à une régulation efficace et à un renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine du numérique.

La clé pour transformer ce potentiel en développement durable réside dans trois leviers essentiels : l'opérationnalisation des politiques continentales comme l'Agenda 2063 de l'Union africaine et la Stratégie de transformation digitale pour l'Afrique, la mise en œuvre effective de réglementations protectrices en matière de protection des données, de cybersécurité et de fiscalité numérique, ainsi que l'investissement dans les compétences numériques et la gouvernance inclusive.

En somme, la cyberéconomie africaine apparaît à la fois comme un eldorado prometteur et un mirage persistant. Elle recèle d'immenses opportunités de croissance, mais sa concrétisation dépendra de la capacité des États africains à réguler, protéger et inclure, pour que le numérique devienne un véritable moteur de développement économique optimal.

La question reste ouverte : quelles conditions permettraient de transformer ce mirage en véritable Eldorado ? Faut-il privilégier la création d'infrastructures souveraines ? L'intégration régionale et la normalisation pourraient-elles accroître la captation de valeur ? L'Afrique doit-elle viser d'abord la production locale ou l'exportation rapide vers les marchés internationaux ? Il est clair que la réponse se situe au croisement des politiques publiques, de l'entrepreneuriat, de la technologie et de la régulation que se jouera l'avenir de la cyberéconomie africaine.

Et vous, pensez-vous que l'Afrique peut transformer la promesse numérique en richesse durable ?

«Le cyberspace africain est un champ de bataille, un terrain d'innovation et un espace de souveraineté. Il faut savoir s'y orienter.»

La rédaction.

ZONE A : POUVOIR

- Cyberpuissance,
- Cyberguerre,
- Cyberstratégie,
- Cyberdiplomatie,
- Cyberinfluence,
- Cyberdomination,
- Cybercolonialisme

ZONE B : MENACE

- Cyberattaque,
- Cybercriminalité,
- Cyberterrorisme,
- Cyberespionnage,
- Cyberpropagande

CYBERESPACE

ZONE C : PROTECTION

- Cybersécurité,
- Cyberdéfense,
- Cyberrésilience,
- Cyberintelligence

ZONE D : ÉCONOMIE

- Cyberéconomie,
- Cybergouvernance,
- Cyberinfrastructures,
- Cybermarchés

ZONE E : SOCIÉTÉS

- Cyberactivisme,
- Cybercitoyenneté,
- Cybercultures,
- Cyberidentités

Article n° 1

#BoomingAfrica : Innovation frugale et souveraineté numérique : Mythes, modèles et réalités de Bara FALL



Est-ce que la prochaine grande révolution numérique venait des pays du Sud ? En prenant appui sur le cas de l'India Stack, cet article propose une remise en question salutaire des idées reçues qui entourent encore la transformation numérique et la souveraineté technologique. Loin des modèles fondés sur des infrastructures lourdes, des investissements colossaux et une dépendance accrue aux grands fournisseurs privés, il met

en lumière une autre voie : celle d'une innovation frugale, ouverte et pensée comme un bien public.

L'expérience indienne repose sur une architecture simple mais puissante, articulée autour de trois briques interconnectées : une identité numérique universelle, un système de paiement instantané et interopérable, et un cadre de partage de données plaçant le citoyen au centre du contrôle de ses informations. En moins d'une décennie, cette infrastructure publique numérique a permis une inclusion financière massive, faisant passer la bancarisation d'environ 30 % à près de 80 % de la population. Un rythme que les approches traditionnelles auraient mis plusieurs décennies à atteindre.

Au-delà des chiffres, l'article montre comment cette infrastructure a joué un rôle décisif en période de crise. Lors de la pandémie de COVID-19, l'India Stack a permis à l'État

indien de transférer rapidement aides financières et soutiens matériels aux populations les plus vulnérables, là où de nombreux pays, pourtant technologiquement avancés, se sont heurtés à des blocages logistiques majeurs. Cette capacité de réaction souligne le rôle stratégique des infrastructures numériques publiques dans la résilience des États. L'analyse ne se limite pas au secteur bancaire. Elle met en évidence le potentiel de l'India Stack comme socle d'une finance ouverte, capable de créer des synergies entre banques, assurances, gestion de patrimoine et autres services numériques. Des initiatives comme MOSIP ou certaines expériences nord-africaines sont également mobilisées pour montrer que ces modèles peuvent être adaptés, transférés et contextualisés.

Pour l'Afrique, les enseignements sont particulièrement forts. L'article invite à sortir d'une vision fataliste de la transformation numérique, souvent perçue comme hors de portée en raison de contraintes budgétaires et infrastructurelles. Il démontre qu'une souveraineté numérique pragmatique peut se construire à partir de choix architecturaux intelligents, d'interopérabilité et d'une gouvernance centrée sur l'intérêt général. Cette lecture propose ainsi un changement de regard : la question n'est pas seulement de rattraper un retard technologique, mais de concevoir des infrastructures numériques alignées sur les réalités locales, capables de produire rapidement des effets économiques, sociaux et stratégiques. Une réflexion essentielle pour comprendre pourquoi l'innovation frugale pourrait bien devenir l'un des leviers majeurs de la souveraineté numérique africaine.

Pour citer cet article, FALL, Bara, « #BoomingAfrica : Innovation frugale et souveraineté numérique : Mythes, modèles et réalités », Note N° 21 — LARC, Décembre 2025.

«À lire en intégralité sur le site du LARC...»

Article n° 2

Former des cyberstratèges africains, un impératif ! de DJIMGOU NGAMENI François-Xavier



A mesure que la transformation numérique s'accélère en Afrique, la question de la sécurité des systèmes d'information demeure largement reléguée au second plan. Cette asymétrie entre digitalisation rapide et intégration tardive des enjeux sécuritaires expose le continent à une cybercriminalité en forte croissance, tout en révélant des vulnérabilités structurelles profondes. L'article met en lumière un constat préoccupant : malgré une prise

de conscience progressive, l'Afrique reste confrontée à un déficit critique de compétences capables de protéger efficacement son cyberspace. Les chiffres sont éloquentes. Selon des estimations récentes, plus de 112 000 postes en cybersécurité resteraient non pourvus sur le continent. Cette pénurie s'explique par une combinaison de facteurs persistants : faible sensibilisation des populations et des décideurs, moyens financiers limités des entreprises – en particulier des PME –, inadéquation de certains cursus de formation importés et peu contextualisés, et méconnaissance globale de la diversité des métiers liés à la cybersécurité. Autant d'éléments qui fragilisent durablement les écosystèmes numériques africains.

Face à cette situation, de nombreuses initiatives de formation ont vu le jour ces dernières années, sous forme de masters spécialisés ou de certifications professionnelles. Si ces efforts témoignent d'une volonté réelle de combler

le déficit en capital humain, l'article souligne leurs limites. La majorité de ces programmes restent fortement centrés sur les compétences techniques et sur une conception encore restrictive de la menace, réduite à la cybercriminalité classique. Or, cette lecture apparaît aujourd'hui insuffisante. L'évolution du paysage cyber mondial est désormais marquée par la montée en puissance des cyberattaques étatiques, de la cyberguerre informationnelle et de l'utilisation du cyberspace comme champ d'affrontement géopolitique. Dans ce contexte, l'article plaide pour un changement de paradigme : former uniquement des experts techniques ne suffit plus. Il devient impératif de développer des profils capables d'articuler compétences technologiques, compréhension géopolitique et vision stratégique.

C'est dans cette perspective que l'auteur introduit la figure du « cyberstratège africain ». Un acteur clé, appelé à penser la cybersécurité non plus comme un simple enjeu opérationnel, mais comme une question de souveraineté, de défense des intérêts nationaux et continentaux, et de positionnement stratégique dans un cyberspace mondialisé. Cette approche implique de repenser en profondeur les modèles de formation, afin qu'ils intègrent les réalités africaines, les dynamiques de pouvoir globales et les nouveaux rapports de force numériques. En posant les bases de cette réflexion, l'article invite à dépasser une vision fragmentée et techniciste de la cybersécurité pour inscrire la formation des compétences dans une véritable stratégie africaine de long terme. Une lecture essentielle pour comprendre pourquoi l'avenir de la sécurité numérique du continent dépend désormais autant de la technique que de la stratégie.

Pour citer cet article, DJIMGOU NGAMENI, François-Xavier, Former des cyberstratèges africains, un impératif ! », Note N° 19 — LARC, Septembre 2025.

«À lire en intégralité sur le site du LARC...»



LARC

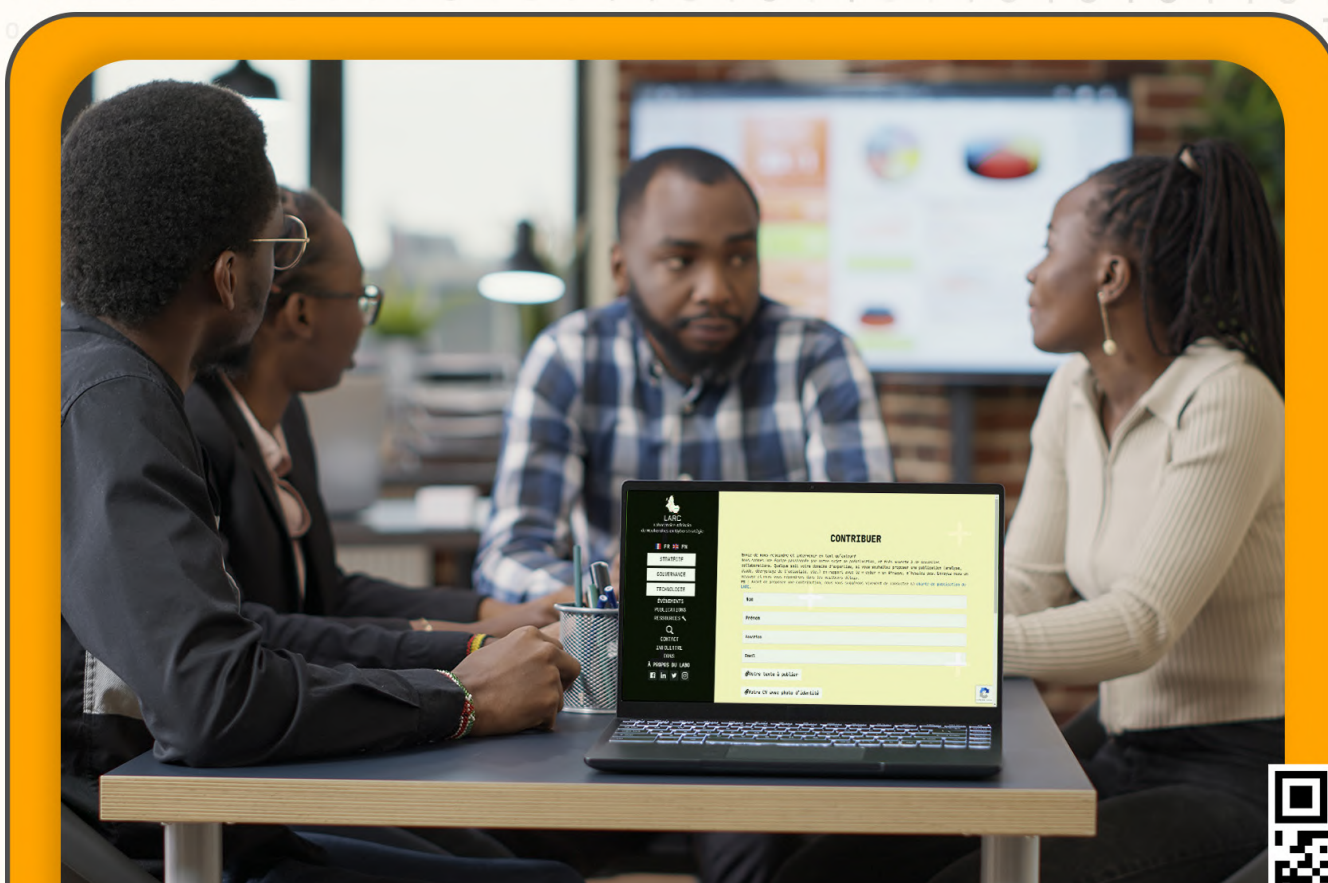
Décrypter, analyser et anticiper les enjeux de demain dans le cyberspace africain



LARC

Revue africaine de cyberstratégie

Appel à contributions Call for papers



f
e
LARC



www.larc.africa



info@larc.africa



Développer l'innovation frugale autour d'une vision stratégique pour générer des technologies et des contenus locaux africains

La dépendance technologique n'est pas un mirage mais une réalité plus que palpable : quelques géants de la technologie se sont emparés et se partagent le secteur à travers la planète. Ce sont essentiellement les célèbres GAFAM (Google, Apple, Facebook – Meta – Amazon, Microsoft auxquels nous pourrions ajouter Nvidia, le fabricant de semi-conducteurs) du côté de l'Amérique du Nord et les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi auxquels on ajoute traditionnellement Huawei) en Orient. Plus spécifiquement, ce sont les capacités de recherche et développement et les possibilités de croissance externe (rachats de startups) de ces géants du numérique qui en font des acteurs omnipotents.

Ce constat n'est pourtant pas un frein au développement des idées et de l'innovation locale. Les exemples ne manquent pas (Mpesa, ...) malgré les difficultés externes parfois rencontrées (accès à l'électricité, au haut débit, aux financements...). L'innovation frugale, celle permettant de trouver des solutions simples, efficaces et à coûts modérés pour répondre à un réel besoin exprimé, est celle dans laquelle les acteurs africains peuvent le plus facilement s'inscrire. Cela n'affranchit toutefois pas des dépendances technologiques étrangères mais ouvre le champ d'une innovation locale, nationale ou africaine ancrée dans les réalités du continent. Telle est la voie possible pour développer des technologies et des contenus numériques locaux, et ainsi répondre à des enjeux de souveraineté numérique.

Il s'agit donc de s'inspirer des réussites et des innovations existantes, quel que soit le degré de dépendance auquel elles sont soumises, pour définir des stratégies d'innovation utiles au continent africain, ses États et ses populations. Comme l'indique Bara Fall, spécialiste de la cybersécurité, « L'avenir numérique de l'Afrique se dessine dans cette capacité à s'inspirer intelligemment des expériences mondiales tout en inventant ses propres modèles. » Non pas pour rattraper les autres, mais pour tracer des voies originales de souveraineté numérique. Cette approche pourrait bien faire de l'Afrique un laboratoire d'innovation technologique inclusive, où la contrainte devient créativité et où la limitation devient libération.

Ces innovations technologiques inclusives doivent toutefois se concentrer sur des axes prioritaires. Nous en relevons quatre principaux :

1) **L'inclusion financière** : développement de solutions permettant le transfert d'argent (déjà largement pris en compte), l'épargne et surtout l'accès au crédit notamment pour les petits entrepreneurs ;

2) **L'accès à l'énergie** : conception de solutions d'énergie solaire décentralisée (kits solaires domestiques, kiosques de recharge...), de micro-réseaux, d'installations de biomasse pour transformer les déchets organiques en biogaz, d'abonnements pré-payés, ... ;

3) **La santé** : développement de dispositifs médicaux simples et portables (diagnostic, imagerie...) adaptés aux environnements ruraux et aux contraintes électriques ; utilisation de la télémédecine et de solutions mobiles pour la collecte de données et le suivi des patients ; livraison de médicaments ou de kits d'urgence (transfusion sanguine, plasma, ...) par drone ;

4) **L'agriculture** : création d'outils et machines agricoles à faible coût, de systèmes d'irrigation, et de plateformes numériques pour connecter les producteurs aux marchés (meilleure information sur les prix, réduction des intermédiaires), de logiciels de gestion des activités coopératives,...

Voici donc quatre secteurs où l'innovation frugale est en mesure d'apporter des solutions totalement adaptées aux besoins réels. Il ne s'agit pas de réinventer des solutions mais avec les moyens à disposition, d'apporter les solutions techniques, technologiques, adaptées, fonctionnelles et utiles. En aucun cas il s'agit d'innovation de « seconde zone » mais au contraire de solutions concrètes. En effet, une majorité des populations concernées est confrontée à des problématiques de pouvoir d'achat, de manque d'infrastructures, de formation technique faible, d'éloignement géographique des grands centres, ... Répondre à leurs besoins, ce n'est ni la voiture autonome, ni les trajectoires spatiales, ni les algorithmes d'intelligence artificielle spécifiques, ... mais bien de leur assurer une qualité de vie acceptable, sécurisante, et pérenne ; de leur faciliter l'accès à des services jusque-là inaccessibles, de ne pas en faire des abandonnées du monde tel qu'il est aujourd'hui.

L'innovation frugale est pour le continent africain l'opportunité de répondre aux besoins des populations et des États, d'apporter des éléments de souveraineté numérique (et plus largement de souveraineté au sens le plus stricte du mot) au continent et aux États, de réduire un tant soit peu les dépendances technologiques (sans se priver des innovations venues d'ailleurs). Bref, l'innovation frugale en Afrique peut contribuer à placer le continent sur la voie de son affirmation, technologique, sociale, économique et culturelle. La démarche est déjà bien entamée et les exemples de start-up africaines ayant réussi tout en apportant des solutions concrètes sont de plus en plus nombreuses à travers le continent. En d'autres termes, l'innovation frugale est un axe de réflexion stratégique pour le continent africain et vise un avenir meilleur pour tous.

Stéphane MORTIER

Secrétaire général de l'Institut Africain de la Réflexion Stratégique

TOP 5 DES STARTUPS AFRICAINES LES PLUS INNOVANTES EN 2025 !

Cyberéconomie : produire la valeur, réduire la dépendance

Dans un contexte marqué par une forte dépendance technologique et financière, certaines startups se distinguent non par leur seule valorisation, mais par leur capacité à déplacer les lignes : créer des infrastructures numériques endogènes, démocratiser l'accès à la finance, faciliter l'exportation et renforcer l'autonomie économique. La cyberéconomie africaine ne se résume plus à l'adoption massive de technologies importées ni à la simple numérisation de services existants. Elle se construit désormais autour d'acteurs capables de structurer des chaînes de valeur locales, de capter l'épargne, de fluidifier les échanges et de projeter des produits africains sur les marchés mondiaux. Ce Top 5 2025 met en lumière des initiatives qui, chacune à leur niveau, contribuent à faire de la cyberéconomie africaine un levier de transformation réelle, au-delà des discours.

ANKA

(Côte d'Ivoire / Global)



Quand la création africaine devient une exportation numérique

ANKA illustre une autre dimension essentielle de la cyberéconomie : la production et l'exportation de valeur. En offrant aux créateurs africains une plateforme totalement intégrée (commerce en ligne, paiements et logistique), la startup permet aux PME culturelles et artisanales d'accéder directement aux marchés internationaux. ANKA repositionne ainsi la création africaine comme un actif économique stratégique, tout en réduisant la dépendance aux grandes plateformes mondiales de e-commerce.

DABA FINANCE

(Cote d'Ivoire)



Investir en Afrique, depuis l'Afrique !!!

Daba Finance s'attaque à un enjeu souvent négligé : l'accès des particuliers aux marchés financiers africains. Là où la majorité des fintechs se concentrent sur la transaction, Daba ouvre la voie à la capitalisation et à l'investissement productif. En démocratisant l'investissement via des outils numériques simples, la plateforme contribue à canaliser l'épargne locale vers les économies africaines. Elle participe ainsi à la construction d'une cyberéconomie tournée vers la création de richesse durable, et non uniquement vers la consommation.

FLUTTERWAVE (NIGERIA)

La star du paiement transfrontalier



La fintech qui connecte l'Afrique !!!

Flutterwave s'est imposée comme un acteur structurant des paiements numériques en Afrique. En facilitant les transactions locales et internationales pour les entreprises africaines, la startup joue un rôle clé dans l'intégration du continent aux flux économiques mondiaux. Au-delà du paiement,

Flutterwave permet aux PME, plateformes et créateurs africains de vendre et d'opérer à l'échelle globale sans dépendre exclusivement de solutions étrangères. Elle agit ainsi comme une infrastructure critique de la cyberéconomie africaine, soutenant la circulation de la valeur et le développement du commerce numérique.

TOP 5 DES STARTUPS AFRICAINES LES PLUS INNOVANTES EN 2025 !

WAVE (SÉNÉGAL / CÔTE D'IVOIRE)

Transferts low-cost qui changent la donne

.....



wave

Wave c'est votre allié Mobile Money !!!

Wave a profondément transformé l'accès aux services financiers numériques en Afrique francophone. Grâce à des coûts réduits et une adoption massive, la plateforme a intégré le numérique dans les usages économiques quotidiens de millions de personnes. Plus qu'une application, Wave fonctionne comme une infrastructure sociale, facilitant les échanges, soutenant l'activité informelle et renforçant l'inclusion financière à grande échelle, un socle indispensable à toute cyberéconomie durable.

EJARA (CAMEROUN)

Démocratiser l'investissement et l'accès aux actifs numériques

.....



ejara

Ejara incarne une approche inclusive de la cyberéconomie. En combinant mobile, crypto-actifs et solutions d'épargne, la startup offre à des populations souvent exclues des circuits bancaires traditionnels un accès à des outils financiers numériques. Son apport dépasse la technologie : Ejara contribue à élargir la base des acteurs capables de participer à l'économie numérique, en réduisant les barrières à l'entrée et en favorisant une **appropriation populaire** des mécanismes d'épargne et d'investissement.

.....

La sélection ne prétend ni hiérarchiser définitivement l'innovation africaine, ni exclure d'autres initiatives tout aussi pertinentes. Ces cinq startups participent à la structuration d'une cyberéconomie africaine plus autonome, capable de produire, d'investir, d'échanger et d'exporter. Suivez les de près pour esquisser la trajectoire d'un continent africain qui, au lieu d'adopter le numérique, commence à en maîtriser progressivement la valeur.

L'innovation africaine est plurielle, évolutive et collective ; c'est dans cette diversité que réside sa véritable force.

La rédaction



LANCEMENT DU PROGRAMME

100.000

Cyberveilleurs africains



RHOPEN LABS



Le talent africain à la conquête du monde!



SOC Labs
Cybersecurity for Africa



CyberTeam
By SOC Labs



ACyRa

Africa CyberSecurity Rating

**UNE IMPLANTATION
LOCALE**

**UNE AMBITION
INTERNATIONALE**

CONTACT :

CONTACT@RHOPENLABS.AFRICA
(+237) 233 47 22 49 / 658 54 94 55

WWW.RHOPENLABS.AFRICA

Introduction à l'économie de la cybercriminalité en Afrique : chiffres, réseaux, circuits parallèles, blanchiment.

Longtemps appréhendée sous l'angle exclusif de la menace sécuritaire, la cybercriminalité s'impose aujourd'hui comme un phénomène économique structuré, organisé et transnational. Derrière les attaques informatiques, les rançongiciels, les fraudes en ligne ou le vol de données, se dessine une véritable économie souterraine, avec ses chaînes de valeur, ses modèles de revenus, ses acteurs spécialisés et ses zones de prédilection.

Cette analyse introductive propose de dépasser la lecture strictement technique ou pénale du phénomène pour en examiner les ressorts économiques : incitations financières, marchés illicites, asymétries de coûts et de capacités. Comprendre l'économie de la cybercriminalité, c'est aussi se donner les moyens d'anticiper ses mutations, d'adapter les politiques publiques et de concevoir des réponses plus efficaces, en particulier en Afrique où les vulnérabilités structurelles peuvent être exploitées à grande échelle.

1. Introduction à la face cachée de la révolution de l'économie numérique africaine

Le développement rapide de la technologie dans le monde entier expose les populations et les utilisateurs à de nouvelles formes de fléau. De manière particulière l'Afrique a connu ces dernières années une transformation numérique accélérée avec l'exposition au Mobile money, la montée en puissance des Fin-tech, la démocratisation à Internet qui a rendu l'accès facile aux réseaux sociaux. Longtemps considéré comme un simple fléau ces dernières années, il est important de rappeler que la cybercriminalité est devenue une économie à part entière qui tire son profit de l'existence et du succès qu'Internet a eu.

Cette économie comme toute autre est régie par un certain nombre d'éléments (acteurs, circuit financier, technologique et réseaux transnationaux) qui ont un impact négatif considérable sur les biens, personnes et institutions. L'on serait tenté de dire qu'à chaque révolution ses problèmes, et celui qu'il nous incombe de traiter aujourd'hui est la cybercriminalité en contexte Africain.

2. Anatomie de la cybercriminalité en Afrique

Entre 2022 et 2025 l'Afrique a connu un pic (montée en puissance) de cybercriminalité. En 2022 l'Afrique du Sud était classée 5^e mondial des pays où les cybercriminels font le plus de dégâts avec un nombre de victimes estimé à 56 pour 1 million d'utilisateurs d'Internet.

En 2024 un rapport de INTERPOL indique que la cybercriminalité représente plus de 30% sur l'ensemble des infractions dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Plusieurs types d'activités constituent le socle de cette industrie et concourent à la rendre encore plus enracinée sur le continent Africain.

a. Arnaques en ligne liées aux fausses offres d'emploi

Etant donné le taux de chômage élevé en Afrique, des escrocs (cybercriminels) créent et publient de fausses offres d'emploi visant à demander des frais d'examinations de dossier ou de potentielles formations pour accéder au dit poste. Cette pratique est courante sur les sites comme LinkedIn, Télégram, E-mail ou même par messageries. Vous lirez par exemple sur vos téléphones et/ou ordinateurs : « Vous avez été sélectionné pour le poste X dans l'entreprise Y pour continuer le processus de sélection veuillez payer les frais d'étude de dossier au numéro 638.....890. »

b. Usurpation d'identité sur les réseaux sociaux ou messagerie instantanées

Le cybercriminel pirate le compte Facebook ou WhatsApp de sa victime viole ses accès puis se fait passer pour le propriétaire (la victime) du téléphone en demandant de l'argent pour une quelconque situation critique et urgente. Il demandera que le dépôt d'argent soit fait à un numéro de téléphone précis.

TENDANCE

c. Les plateformes frauduleuses d'investissement en ligne

Ici les cybercriminels mettent sur pied une plateforme financière en ligne où des personnes naïves et ignorantes investiront contre des gains dépassant souvent 100%, sur une période de temps très court. Ces plateformes sont généralement basées sur des systèmes de Ponzi¹. Dans l'écosystème blockchain, certains arnaqueurs sont encore plus ingénieux : ils créent une cryptomonnaie (monnaie fictive) et incitent les potentiels investisseurs à l'acquérir rapidement. Plus les gens achètent, plus la monnaie gagne en valeur. Après un certain temps, ces arnaqueurs retireront toute la liquidité rattachée à leur monnaie créée afin que sa valeur s'effondre. Au final, les investisseurs possèdent toujours la cryptomonnaie mais elle ne vaut plus rien. Sa valeur sera désormais inférieure à 0.00000000019 USD. Cette technique particulière est appelée un Rugpull.

d. Escroquerie via Mobile Money

Généralement les cybercriminels procèdent par l'envoi d'un SMS à une victime donnée stipulant qu'elle aurait reçu de l'argent par Mobile money. Le cybercriminel contactera alors sa victime par appel direct, pour lui faire savoir qu'il lui a envoyé de l'argent par erreur sur son numéro téléphone et qu'il souhaiterait que la victime le lui rende. Dans la plupart des cas le cybercriminel, afin de mettre la victime en confiance demandera juste une partie de la supposée somme reçue. Ces messages sont certes ressemblants, mais sachez bien qu'un vrai message est accompagné d'un ID de transaction de l'opérateur. Si par manque de vigilance la victime essaie de se connecter à son compte Mobile money pour vérifier renvoyer l'argent, ou juste pour vérifier son solde, le cybercriminel se connectera aisément sur son compte et le videra complètement grâce aux informations de connexion en simultané auxquelles il aura accès.

¹ Le système Ponzi inclut que l'argent investi par un Y soit utilisé (du moins, une partie) pour rembourser un X qui aurait investi plus tôt avant lui.

e. Vol et Vente d'information bancaire sur le darknet

Certains cybercriminels, après une attaque informatique réussie dans une banque auront accès à certaines données sensibles des clients. Notamment des numéros de carte bancaire, nécessaires pour pouvoir effectuer une transaction en ligne. Ces informations (identifiant de carte bancaire) seront alors vendues en ligne (darknet) sur des sites bien connus. Ainsi, quelqu'un d'autre que vous pourrait effectuer des achats avec votre carte bancaire si jamais la vôtre figure parmi celles volées. C'est un phénomène récurrent dont beaucoup de clients de banque se plaignent.

f. Le Ransomware

Le bandit infiltre de manière illicite un malware dans le réseau d'une entreprise ou même dans la machine d'une personne d'influence dans l'entreprise. Ce qui lui permet de crypter ses données (les rendre inutilisables) en demandant un mot de passe que seul le cybercriminel détient. Pour débloquer la machine, il demandera alors une rançon considérable de transaction sa victime, en contrepartie du mot de passe. Malheureusement, les informations sensibles sont très souvent dupliquées et stockées pour un futur chantage.

3. Les circuits financiers de la cybercriminalité en Afrique

Les cybercriminels utilisent principalement les cryptomonnaies pour leurs activités illicites, notamment pour les demandes de rançon. Cependant, ils se tournent de plus en plus vers des monnaies plus anonymes comme pour échapper à la surveillance et aux traçages. Je vous livre quelques-unes parmi les plus courantes.

- i. **Monero** : Une cryptomonnaie axée sur la confidentialité, qui rend plus difficile le suivi des transactions, ce qui la rend populaire auprès des criminels.
- ii. **Bitcoin (BTC)** : La cryptomonnaie la plus courante, utilisée pour la majorité des

paiements de rançons en raison de sa notoriété.

- iii. **Zcash** : C'est une autre cryptomonnaie qui offre des options de transaction privées, souvent utilisée comme alternative au Bitcoin pour plus d'anonymat.

Plusieurs raisons justifient l'utilisation de ces monnaies. Notamment :

- Anonymat et décentralisation : Les cryptomonnaies offrent un certain degré d'anonymat et sont décentralisées, ce qui les rend attrayantes pour les activités illégales.
- Difficulté de traçage : Bien que la blockchain du Bitcoin soit traçable, des techniques comme le «mixing» de fonds permettent aux cybercriminels de brouiller les pistes et de masquer l'origine de l'argent.
- Facilité de transfert : Elles permettent des transferts rapides et relativement faciles de fonds vers d'autres comptes ou personnes, même à travers les frontières.

4. Impacts macro et micro économiques de la cybercriminalité sur l'économie en Afrique

La cybercriminalité en Afrique est confrontée à une pression économique à double tranchant. Au niveau macroéconomique, elle pèse déjà plus de 3 milliards USD sur les économies du continent entre 2019 et 2025, comme le souligne INTERPOL ([Agence Ecofin](#), Crime-Research). Comme indiqué plus haut, dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest et de l'Est, plus de 30 % des infractions signalées sont désormais liées au numérique, ce qui érode la confiance des investisseurs et freine la croissance des fintechs ([Nairametrics](#), We Are Tech).

Sur le plan microéconomique, les pertes sont considérables. Au Kenya, le secteur public et privé a perdu environ 83 millions USD en 2023 (Basicfundas). Pour une PME touchée par un rançongiciel, les coûts de restauration et d'interruption d'activité atteignent souvent plusieurs millions de dollars (DailyEntrepreneur). À cela s'ajoutent des impacts indirects : hausse des primes d'assurance cyber, renforcement des exigences de conformité et méfiance ac-

cumulée des usagers vis-à-vis des services numériques. Ces effets combinés ralentissent l'inclusion financière et l'adoption du numérique. En fin de compte, la cybercriminalité constitue un frein structurel au développement économique de l'Afrique, affaiblissant à la fois la compétitivité des entreprises et la modernisation des États.

5. Quelles solutions pour combattre la cybercriminalité en Afrique

La lutte contre la cybercriminalité doit comporter de multiples facettes et impliquer les gouvernements, le secteur privé et la société civile. Les gouvernements, eux, doivent renforcer leurs cadres juridiques en harmonisant les lois sur la cybersécurité au niveau régional, conformément à la Convention de Malabo, et disposer d'équipes nationales d'intervention en cas d'urgence informatique (CERT) capables de coordonner les enquêtes et de partager des renseignements en temps réel. Les forces de l'ordre quant à elles, doivent être formées aux techniques d'investigation numérique et collaborer avec les organisations internationales comme INTERPOL. Le secteur privé pour sa part, doit investir dans la cybersécurité préventive : audits réguliers, chiffrement, authentification multi-facteur et programmes de sensibilisation du personnel. La société civile et les établissements éducatifs ont un rôle central dans la formation et la sensibilisation du grand public, notamment les jeunes.

Enfin, la recherche et la sensibilisation sont des initiatives qui contribuent à vulgariser la compréhension des menaces et à construire une culture africanisée du cyberspace. Seule une approche intégrée et commune pourra inverser la tendance et faire de la cybersécurité un moteur du développement numérique durable.

Gilles MAKONGUE

Chercheur en Blockchain et Cybersécurité, Auteur de l'ouvrage : « Comment les cybercriminels opèrent-ils ? »

ACTUALITÉS

Dans ce numéro, l'actualité technologique africaine est dominée par deux forces majeures : l'intelligence artificielle et la blockchain. Ces technologies, bien plus que de simples innovations, redéfinissent les modèles économiques, les pratiques sociétales et la gouvernance numérique sur le continent. Entre promesses de transformation et défis d'adoption, nous vous proposons un panorama des initiatives, projets et débats récents qui façonnent l'avenir numérique de l'Afrique, tout en soulignant les enjeux sociétaux que ces révolutions impliquent.

Nigéria

Lancement d'un fonds blockchain qui pourrait bouleverser l'écosystème tech

« La blockchain n'est plus un rêve. Elle devient une armature stratégique nationale »

Le Nigeria a décidé de prendre la tête. Avec le lancement d'un fonds national dédié à la blockchain. Le pays ne se contente plus d'être un marché de consommation numérique : il veut devenir le laboratoire africain de la finance décentralisée, de la logistique intel-

ligente et de la gouvernance numérique. Mais derrière l'annonce, se joue un pari plus profond : celui de lier souveraineté technologique et développement économique. Ce fonds n'est pas qu'un instrument financier, c'est un acte de politique industrielle, au sens fort du terme.

« In this era of technological innovation, the question is not whether Africa will adopt blockchain, but how it will shape its adoption to maximize its benefits for all the people. »

Dr. Agama, déclaration rapportée par Xinhua, Abuja, février 2025.

Xinhua News

Un terrain fertile, mais instable

Le Nigeria compte parmi les pays les plus dynamiques au monde dans l'adoption des cryptomonnaies. En 2025, plus de 22 millions de nigériens soit 10,3 % de la population possèdent des cryptos. Selon l'IMF, le pays a enregistré 59 milliards de dollars de transactions entre 2023 et 2024 (IMF, 2025). La jeunesse nigériane, connectée, instruite et débordante d'ingéniosité, voit dans la blockchain un outil de contournement du statu quo : inflation chronique, corruption, défaillances bancaires. Mais cette énergie entrepreneuriale se heurte à un environnement encore fragile et fragmenté : infrastructures électriques précaires, instabilité réglementaire, méfiance des institutions.

Le fonds blockchain : catalyseur ou mirage ?

Lancé par le gouvernement fédéral, le fonds blockchain nigérian ambitionne de financer les projets les plus prometteurs dans les domaines de la traçabilité logistique et des services publics décentralisés. L'objectif est de créer un écosystème souverain, capable de retenir les talents et d'attirer les investisseurs internationaux. Mais le pari est risqué. D'un côté, la démarche est visionnaire : elle inscrit le Nigeria dans la course à la blockchain régulée, un modèle que peu de pays africains osent assumer. De l'autre, la gouvernance du fonds pose question : comment garantir la transparence dans l'allocation ? Et surtout, comment éviter que les subventions deviennent des rentes ?

« We believe that we do need to have a clearly defined roadmap on innovation and the process of embracing digital technology. »

Olayemi CARDOSO, lors de la lecture inaugurale de la série de conférences du gouverneur de la CBN à la Lagos Business School, 03 octobre 2025.

La régulation : entre contrôle et innovation

Depuis la suspension des transactions crypto par la banque centrale en 2021, le Nigeria a révisé son approche. En 2024, la SEC nigériane a légalisé le stablecoin marquant une volonté d'encadrer plutôt que d'interdire. Cette stratégie de réguler pour exister s'inscrit dans une logique pragmatique : faire

de la blockchain une infrastructure de souveraineté, et non une menace pour le système bancaire. C'est une voie médiane entre l'interdiction et la dérégulation totale. Mais le succès dépendra d'un facteur : l'éducation numérique de la population. Une étude de ChainUp souligne que la majorité des investisseurs crypto au

Nigeria n'ont qu'une compréhension partielle des risques liés aux actifs numériques (ChainUp, 2025).

L'Afrique regarde

Ce fonds nigérian envoie un signal fort au reste du continent. La SiBAN (Stakeholders in Blockchain Technology Association of Nigeria) pousse déjà à la création d'un fonds panafricain de 100 millions de dollars, destiné à financer les startups blockchain du continent (Techpression, 2025). Mais la compétition est rude : les Seychelles, malgré leur petite

taille, captent encore 31 % des investissements blockchain africains, contre 15 % pour le Nigeria (TechPoint Africa, 2025). Une situation paradoxale : le pays le plus peuplé du continent reste sous-financé dans un domaine où il a pourtant les talents et la demande. Le Nigeria est en train d'expérimenter une forme nouvelle de capitalisme numérique souverain : financer l'innovation sans céder la souveraineté. Mais la blockchain ne sauvera rien seule. Elle n'est qu'un outil. Ce qui fera la différence, ce n'est pas la technologie mais la capacité politique à en faire un levier de transformation réelle.

« La blockchain n'est pas une promesse de liberté. C'est une question de responsabilité. »

Mégane KAPCHE, Chercheuse

Maroc

vers une régulation de l'intelligence artificielle, l'Afrique entre dans l'ère du contrôle technologique

Le Maroc franchit une étape décisive : celle d'encadrer juridiquement l'intelligence artificielle avant qu'elle ne s'impose sans contrôle. Ce choix audacieux marque une rupture nette avec la passivité habituelle de nombreux États africains face aux vagues technologiques successives. Rabat veut désormais fixer les règles du jeu et montrer que le continent peut aussi réguler, et non simplement subir.

Un projet législatif avant-gardiste

En janvier 2025, la Chambre des Représentants a examiné un projet de loi de 17 articles visant à poser les fondements d'une gouvernance nationale de l'IA. Ce texte, encore en discussion, prévoit la création d'un Comité national de l'intelligence artificielle, chargé d'assurer la conformité éthique et la supervision des systèmes automatisés. (Hespress English – January 2025) Quelques mois plus tard, lors du GITEX Africa 2025 à Marrakech, le Premier ministre Aziz Akhannouch déclarait : « Le Maroc plaide pour une IA éthique, inclusive et régulée, respectueuse des droits humains et au service de l'intérêt collectif. » (GITEX Africa 2025, source : maroc.ma) L'État marocain a depuis enchaîné les accords stratégiques. En juillet 2025, la Première Conférence nationale sur l'IA a réuni décideurs, chercheurs et acteurs privés autour d'une vision commune : faire du Maroc un hub africain de l'intelligence artificielle responsable.

Ce que cela change pour le continent :

- L'Afrique francophone a désormais un modèle institutionnel : un pays qui choisit la ré-

gulation avant l'adoption massive.

- Les entreprises locales disposent d'un cadre rassurant, favorable à l'innovation, à la recherche et aux investissements étrangers.
- La souveraineté numérique devient un pilier stratégique, notamment à travers la maîtrise des données et des infrastructures cloud locales.

Mais ce tournant réglementaire n'est pas exempt de défis : les délais de mise en œuvre risquent de freiner l'adaptation du marché, et les moyens de contrôle devront être à la hauteur des ambitions annoncées. Voici ce qu'il faut retenir :

- C'est une première en Afrique : un cadre légal en cours pour encadrer l'usage de l'IA.
- Des partenariats nationaux et internationaux : accords signés en 2025 pour un développement responsable.
- Une gouvernance éthique : la régulation comme levier d'attractivité et de confiance numérique.

Anticiper la régulation, c'est aussi affirmer une souveraineté. En se dotant d'un cadre avant que les dérives ne se multiplient, le Maroc transforme la contrainte juridique en avantage stratégique. Il devient ainsi un laboratoire africain de la « gouvernance technologique proactive ». Mais la question demeure : le droit peut-il suivre le rythme de l'innovation ? Le risque serait que cette régulation reste symbolique si elle n'est pas accompagnée de moyens techniques, de contrôle et de formation à grande échelle.

PROJET D'IA MÉDICALE EN AFRIQUE DE L'EST : L'IA AU CHEVET DE L'AFRIQUE : UNE RÉVOLUTION MÉDICALE EN MARCHÉ



Face aux défis sanitaires persistants (accès limité aux spécialistes, infrastructures fragiles, distance géographique) émerge une technologie au potentiel inégalé : l'Intelligence Artificielle (IA). Loin d'être un luxe futuriste, l'IA est en train de devenir un outil de survie et d'équité, redéfinissant les contours des soins sur le continent. Dans plusieurs pays africains, l'IA transforme déjà les pratiques médicales, renforce la prévention et améliore la prise en charge des patients. Elle se matérialise par des innovations concrètes qui transforment les systèmes de santé nationaux.

1. L'IA au cœur de la stratégie Rwandaise

Alors que les initiatives bottom-up (ascendantes) fleurissent, certains gouvernements adoptent une approche top-down (descendante) pour structurer leur écosystème de santé numérique. Le Rwanda, pionnier en matière de technologie, a récemment fait un pas majeur dans cette direction. Le Ministère de la Santé rwandais a officiellement lancé E-Banguka et E-Ubuzima, deux applications numériques basées sur l'IA, conçues pour renforcer son écosystème de santé connecté. Ces plateformes ont été dévoilées le 13 octobre lors du Sommet Africain des Technologies de la Santé, à Kigali.

La première, E-Ubuzima, ambitionne d'éliminer les dossiers médicaux papier dans tous les établissements de santé publics. En synchronisant les données des patients entre les centres de soins, E-Ubuzima permet aux médecins et aux patients d'accéder aux informations médicales en temps réel, un facteur essentiel pour réduire les temps d'attente et améliorer la précision des diagnostics. E-Banguka pour sa part, est conçue pour transformer le système d'intervention médicale d'urgence, utilise l'IA pour le suivi des ambulances en temps réel et l'identification de l'unité disponible la plus proche. Cet outil stratégique garantit une réponse rapide et optimisée en situation critique.

"We realized that incorporating technology and artificial intelligence into our health system doesn't just make things efficient it saves lives," said Dr. NSANZIMANA.¹

"All patient data is stored locally on secure, Rwandan-built systems to ensure privacy and ethical use," he said.²

¹ <https://www.pureafricanews.com/2025/10/14/africa-health-tech-summit-2025-marks-the-beginning-of-two-new-digital-health-platforms/>

² <https://toppingafrica.com/rwanda-launches-ai-driven-e-ubuzima-e-banguka-apps-to-transform-healthcare> ; <https://www.linkedin.com/posts/semakula-muhammed-phd-8083a224-we-are-pleased-to-announce-the-launch-of-activity-7387757043480252416-aWZd/>

2. L'IA au service de l'imagerie médicale et de la prédiction kenyane

Le Kenya utilise l'Intelligence Artificielle pour transformer radicalement le diagnostic et la prise de décision clinique, en particulier dans les zones à ressources limitées. Le Ministère de la Santé, en partenariat avec USAID et d'autres acteurs, a déployé un outil de Détection Assistée par Ordinateur (DAO) pour le dépistage de la tuberculose pulmonaire par radiographie thoracique. Ce système automatise et standardise l'interprétation des clichés, éliminant la variabilité entre les lecteurs humains et améliorant considérablement l'efficacité du dépistage. Cette technologie s'étend aux analyses d'images complexes (CT, IRM, imagerie cardiaque), garantissant que les patients, y compris dans les zones rurales, reçoivent un diagnostic précis et rapide.

Mais l'apport de l'IA ne se limite pas seul aux diagnostics. Elle joue également un rôle stratégique dans la prise de décision clinique grâce à l'analyse prédictive. Au Kenya, des équipes de recherche utilisent des algorithmes d'intelligence artificielle pour anticiper les épidémies et optimiser la répartition des ressources médicales. Grâce à des modèles d'apprentissage automatique alimentés par des données issues des réseaux sociaux, des conditions météorologiques et des dossiers de santé, ils parviennent à identifier à l'avance les zones susceptibles de connaître des flambées de choléra. Cette anticipation permet d'intervenir rapidement dans les régions à haut risque, avant que la situation ne s'aggrave, et renforce ainsi la capacité du pays à faire face aux urgences sanitaires³.

3. Ouganda

L'Ouganda se distingue par une approche pragmatique de l'Intelligence Artificielle et de la santé numérique, visant directement l'économie des coûts unitaires et la suppression des barrières géographiques.

En Ouganda, l'automatisation du diagnostic médical passe progressivement du stade expérimental à une utilisation réelle,



grâce au Laboratoire d'IA en santé de l'Université Makerere et à plusieurs projets dérivés tels qu'Ocular. Ce dernier repose sur un adaptateur imprimé en 3D, fixé sur un smartphone et relié à un microscope. Associé à des modèles de deep learning, il permet aux cliniques locales d'analyser rapidement des échantillons de sang, de crachats ou des frottis cervicaux. Cette innovation réduit la dépendance aux techniciens hautement spécialisés, accélère les décisions thérapeutiques et abaisse considérablement les coûts par rapport aux méthodes de laboratoire traditionnelles.

L'intelligence artificielle transforme le domaine de la santé en Afrique de l'Est⁴, rendant les diagnostics plus rapides, les soins plus accessibles et la prévention des épidémies plus efficace. Mais cette avancée ne va pas sans risques : chaque algorithme, chaque dossier médical numérique devient une cible potentielle. Anticiper la cybersécurité, c'est protéger la confiance des patients et garantir que l'innovation ne se retourne pas contre ceux qu'elle est censée aider. La question demeure : l'Afrique pourra-t-elle sécuriser ses systèmes à la hauteur du rythme effréné de l'IA ? Sans infrastructures robustes, contrôles stricts et formation continue des professionnels, cette révolution médicale pourrait rester fragile.

Annick Murielle DJOMO

³ <https://www.jscimedcentral.com/journal-article-info/Journal-of-Collaborative-Healthcare-and-Translational-Medicine/Transforming-African-Healthcare-with-AI:-Paving-the-Way-for-Improved-Health-Outcomes-11760>

⁴ Source : https://www.ocular-project.com/our_story [<https://www.makerereaihealthlab.com/>] ; [https://www.ocular-project.com/our_story] ; [<https://mesamalaria.org/mesa-track/automated-mobile-microscopy-for-malaria-diagnosis-and-surveillance-in-uganda/>]

RENCONTRES ET ÉVÈNEMENTS

Afrique plus que numérique ! Ces événements qui se multiplient... transformeront-ils réellement l'avenir de la cybersécurité, de l'IA ou de la blockchain ?

L'Afrique vit actuellement une effervescence technologique sans précédent. Sur tout le continent, les conférences dédiées à la cybersécurité, à l'intelligence artificielle et à la blockchain se multiplient, attirant des milliers de participants : experts, étudiants, startups, décideurs publics. Des villes comme Marrakech, Kigali, Lagos, Conakry ou encore Douala deviennent des carrefours d'innovation. Mais au-delà de l'euphorie, une question centrale persiste : ces événements façonnent-ils réellement le futur numérique africain, ou ne sont-ils encore que des vitrines qui peinent à se traduire en transformations structurelles ?

SMI Cyber 2025, désormais SMI CYBIA (Douala)



Du 24 au 26 avril 2025, Douala a accueilli la première édition du Salon des Métiers et des Innovations Locales de Cybersécurité (SMI Cyber), organisé par l'Association Africaine des Chercheurs en Cyberstratégie (AACC) en partenariat avec RHOPEN LABS. Pendant trois jours, cet événement pionnier a réuni 250+ participants issus d'horizons variés (étudiants, chercheurs, experts, professionnels du numérique, entreprises, institutions publiques et acteurs de l'innovation) autour d'un objectif commun : renforcer les capacités locales et poser les bases d'un cyberspace africain plus sûr, souverain et résilient. Placée sous le thème « Cyberspace africain : formation d'experts locaux et solutions endogènes de protection », cette première édition s'est voulue à la fois pédagogique, stratégique et opérationnelle.

Le programme a combiné conférences plénières, tables rondes, ateliers interactifs, sessions de formation, hackathon inter-écoles et expositions technologiques, traduisant la volonté de l'AACC de décloisonner les approches et de favoriser les passerelles entre recherche, formation, innovation et emploi.

Le Salon a notamment permis de mettre en lumière :

- I. La forte mobilisation de la jeunesse, avec près d'une centaine d'étudiants engagés dans les échanges et le hackathon ;
- II. La participation d'une cinquantaine de professionnels et d'une vingtaine d'entreprises, témoignant de l'intérêt croissant du secteur privé pour les enjeux de cybersécurité ;

III. La présence de chercheurs, experts et institutions, dont le CRRI-LT, apportant une lecture stratégique et institutionnelle des enjeux du cyberspace camerounais et africain.

Plusieurs temps forts ont marqué cette édition, parmi lesquels la conférence inaugurale, les échanges autour de la cyberstratégie nationale, la présentation de solutions locales innovantes (SOC, plateformes de supervision, outils de protection), ainsi que les opportunités concrètes offertes aux jeunes talents, à l'image de stages proposés à l'issue du hackathon. Ces éléments ont confirmé le potentiel du SMI Cyber comme espace de détection, de valorisation et de connexion des compétences locales.

Au-delà du bilan positif, le SMI Cyber 2025 a également permis d'identifier avec lucidité les défis à relever : faible soutien institutionnel, visibilité médiatique encore limitée, absence d'investisseurs et d'incubateurs, contraintes budgétaires ayant restreint l'ouverture internationale de l'événement. Autant de points qui constituent désormais des axes prioritaires d'amélioration. Forte de cette première expérience, l'AACC affiche des ambitions claires pour 2026 : élargir l'ampleur du Salon, l'organiser dans une nouvelle ville, instaurer une dynamique de compétition interrégionale pour l'accueil des prochaines éditions, renforcer les partenariats institutionnels et économiques, et intégrer de nouvelles thématiques stratégiques telles que l'intelligence artificielle, la blockchain ou la cybersécurité post-quantique. L'objectif est assumé : faire du SMI Cyber un rendez-vous de référence pour la formation, l'innovation et la cyberstratégie en Afrique centrale et au-delà.

Plus d'infos sur www.ia.smi-cyber.cm

Transform Africa Summit 2025 (Conakry)

L'annonce du Transform Africa Summit à Conakry avec l'intelligence artificielle comme thématique centrale marque une étape majeure « IA pour l'Afrique : innover localement, impacter globalement », cette édition marque un tournant pour le continent, réunissant plus de 2 000 participants venus de 40 pays autour d'une même ambition : bâtir une intelligence artificielle conçue par et pour les

Africains. 'L'IA touche désormais la santé, l'agriculture, la sécurité, la mobilité, l'éducation bref, le quotidien de millions d'Africains. Pour la Guinée, l'accueil du sommet constitue un moment historique. Le pays souhaite y projeter l'ambition de son programme Simandou 2040, et se positionner comme un acteur central du numérique africain.

"Hosting the Transform Africa Summit in Conakry is a historic moment for Guinea. It is our chance to showcase the bold vision of Simandou 2040, highlight our digital dynamism, and position our nation as a key hub of innovation and collaboration for Africa and the world," commented Hon. Rose Pola PRICEMOU, Minister of Posts, Telecommunications and Digital Economy of the Republic of Guinea.

À travers ce rôle d'hôte, Conakry devient la vitrine d'un territoire qui assume un nouvel élan ²: celui d'une nation prête à encourager la collaboration technologique, à attirer les investissements et à contribuer activement à la construction d'un marché numérique africain intégré. Si le Transform Africa Summit constitue une vitrine impressionnante pour les technologies émergentes, la question reste de savoir si



les initiatives présentées se traduiront en projets concrets et durables sur le terrain africain. L'enjeu est de transformer la dynamique des conférences en impacts réels pour les économies locales et la souveraineté numérique du continent.

Africa Cyber Defense Forum (Kigali)

La 6^e édition de l'Africa Cyber Defense

- 1 <https://cpccaf.org/agenda/transform-africa-summit-2025-lintelligence-artificielle-au-coeur-de-la-transformation-numerique-africaine/>
- 2 <https://smartafrica.org/transform-africa-summit-to-take-place-in-conakry-guinea-with-artificial-intelligence-at-the-forefront/>

RENCONTRES ET ÉVÈNEMENTS

touche désormais la santé, l'agriculture, la sécurité, la mobilité, l'éducation bref, le quotidien de millions d'Africains. Pour la Guinée, l'accueil du sommet constitue un moment historique. Le pays souhaite y projeter l'ambition de son programme Simandou 2040, et se positionner comme un acteur central du numérique africain.

"Hosting the Transform Africa Summit in Conakry is a historic moment for Guinea. It is our chance to showcase the bold vision of Simandou 2040, highlight our digital dynamism, and position our nation as a key hub of innovation and collaboration for Africa and the world," commented Hon. Rose Pola PRICEMOU, Minister of Posts, Telecommunications and Digital Economy of the Republic of Guinea.

À travers ce rôle d'hôte, Conakry devient la vitrine d'un territoire qui assume un nouvel élan¹ : celui d'une nation prête à encourager la collaboration technologique, à attirer les investissements et à contribuer activement à la construction d'un marché numérique africain intégré. Si le Transform Africa Summit constitue une vitrine impressionnante pour les technologies émergentes, la question reste de savoir si les initiatives présentées se traduiront en projets concrets et durables sur le terrain africain. L'enjeu est de transformer la dynamique des conférences en impacts réels pour les économies locales et la souveraineté numérique du continent.

Africa Cyber Defense Forum (Kigali)



La 6^e édition de l'Africa Cyber Defense Forum (ACDF2025), tenue à Kigali du 29 septembre au 3 octobre 2025. Plus qu'un simple

¹ <https://smartafrica.org/transform-africa-summit-to-take-place-in-conakry-guinea-with-artificial-intelligence-at-the-forefront/>

événement, ce forum s'est voulu un point de convergence entre dirigeants mondiaux, décideurs politiques, experts de l'industrie et innovateurs africains, rassemblés autour d'un thème ambitieux : « Towards a Secure and Sovereign Digital Africa ». L'événement a offert une plateforme dynamique d'échanges, de démonstrations technologiques et de dialogues de haut niveau. Malgré cette richesse, une dépendance persistante aux solutions étrangères a été pointée, mettant en question la capacité réelle du continent à atteindre une souveraineté numérique. Plusieurs intervenants, dont Gilbert Nyandeje et William Baraza, ont appelé à des solutions africaines adaptées aux besoins africains, tandis que des institutions comme l'ITU et l'ATU ont rappelé que la fragmentation des efforts nationaux fragilise la défense cyber du continent. L'ACDF2025 confirme son importance stratégique mais révèle un défi central : passer de la vision à l'action². Pour que la souveraineté numérique africaine devienne réalité, il est nécessaire d'harmoniser les politiques, renforcer les capacités locales, soutenir l'innovation continentale et instaurer un véritable suivi post-forum.

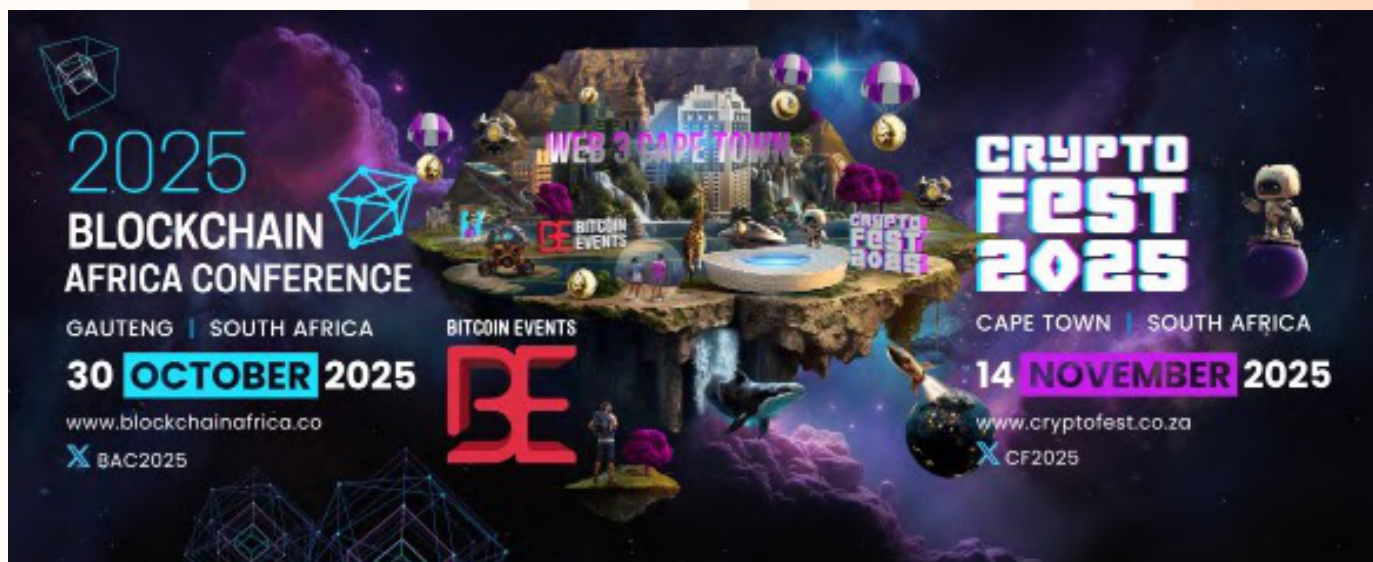
Blockchain Africa Conference & Crypto Fest 2025 : deux événements au cœur du dynamisme Web3 africain

Ces deux événements s'inscrivent dans un mouvement beaucoup plus large : un nombre croissant de conférences et de sommets dédiés à la cybersécurité, à l'IA et à la blockchain se multiplient sur le continent... de Kigali à Nairobi jusqu'à Cape Town en Afrique du Sud. Ce dynamisme reflète :

- ❶ Volonté des États africains d'encadrer et de structurer les usages numériques,
- ❶ Montée en puissance de solutions blockchain dans la fintech, l'identité numérique, la logistique ou les paiements,
- ❶ Intérêt massif du public, notamment des jeunes, pour les cryptomonnaies, l'investissement numérique et les technologies décentralisées.

L'Afrique du Sud, en particulier, s'impose comme un hub majeur de l'innovation Web3 grâce à un cadre réglementaire plus avancé et une adoption plus profonde.

² <https://www.afralti.org/the-6th-edition-of-the-africa-cyber-defense-forum-2025/>



Blockchain Africa Conference 2025 : une édition tournée vers l'usage concret

Tenue le 30 octobre 2025 à Gauteng, la 11^e édition se déroule sous le thème "Ready for Business". L'objectif est de faire passer la blockchain de concept théorique à outil opérationnel utilisé par les grandes entreprises internationales. Les discussions portaient notamment sur :

- L'impact des CBDC (Central Bank Digital Currency) sur les économies africaines,
- L'évolution de la régulation crypto en Afrique du Sud,
- Le rôle des stablecoins dans le commerce transfrontalier,
- La tokenisation des actifs réels pour améliorer la liquidité sur les marchés africains,
- Les intersections entre blockchain, IA et identité numérique.

Crypto Fest 2025 : un festival célébrant l'essor des usages

Organisé le 14 novembre 2025 à Cape Town, Crypto Fest ³revient dans un format plus ludique et immersif. C'est un espace où se rencontrent curieux, développeurs, traders, influenceurs, dirigeants et créateurs. Les temps forts incluaient des ateliers pratiques, des panels sur la DeFi, la conformité, la blockchain gaming, des échanges avec des pionniers africains et internationaux, des compétitions et animations culturelles. Ce format convivial souligne un phénomène clé : l'Afrique fait partie des régions où l'adoption crypto est la plus forte au monde, avec près de 40 millions d'utilisateurs.

³ <https://sabusinessintegrator.co.za/blockchain-africa-conference-crypto-fest-2025-announcement/>

Plus d'infos sur <https://blockchainafrica.co/>

L'Afrique connaît certes une effervescence technologique remarquable, avec la multiplication des événements et conférences consacrés à la cybersécurité, à l'intelligence artificielle ou aux cryptoactifs. Nous saluons grandement le fait que ces rencontres attirent un public de plus en plus nombreux et diversifié, contribuant à sensibiliser, former et créer des dynamiques locales positives. Cependant, derrière cette animation, plusieurs questions critiques se posent, quant à l'impact réel de ces initiatives.

L'adoption des nouvelles technologies, _ notamment des crypto-monnaies _ est massive, mais souvent peu maîtrisée. La fraude, les arnaques et les systèmes Ponzi se développent parallèlement, et l'éducation des utilisateurs reste insuffisante, laissant de nombreux acteurs vulnérables face aux risques. Parallèlement, un décalage persiste entre les débats de haut niveau sur l'IA, les CBDC, les tokens ou l'identité numérique et les réalités du terrain. Dans plusieurs pays africains, les infrastructures digitales demeurent instables, les politiques publiques fragmentaires, et l'écosystème local peine à se diffuser au-delà de quelques hubs visibles. Cette situation pose la question centrale : cette effervescence événementielle se traduira-t-elle par des politiques publiques solides, des startups durables et des infrastructures réellement souveraines, ou restera-t-elle un cycle de rencontres inspirantes sans suite ? L'Afrique est à un tournant historique. Ses conférences et salons technologiques doivent dépasser la célébration de l'innovation pour devenir des leviers concrets de construction d'un futur numérique inclusif et souverain.

A demeure...

Annick Murielle DJOMO & Léa Arselle TSAFACK



ORGANISENT

Du **08 - 09** Mai 2026



SALON AFRICAIN DES MÉTIERS ET DES INNOVATIONS DE CYBERSÉCURITÉ ET D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

CONTACTS

Tel : +237 696 683 515 - Mail : info@larc.africa

www.ia.smi-cyber.cm

Douala -Cameroun

Le rapport biennal LARC compromis ?

L'annonce de la parution du Rapport biennal du LARC sur « La nécessité de repenser le cyberspace africain » initialement prévue dans le précédent numéro du MAC, avait suscité un intérêt légitime. Cependant, sa publication accuse aujourd'hui un retard notoire, et, il est crucial d'en examiner les causes pour comprendre ses enjeux sous-jacents et mobiliser la communauté autour de cette initiative stratégique. Plusieurs contraintes majeures expliquent ce décalage. Sur le plan budgétaire, le LARC, en tant qu'association, a vocation scientifique et non lucrative, doit composer avec des ressources limitées. Ces limites entravent notamment la possibilité d'honorer des commissions ou incitations financières pour des experts sollicités. Sur le plan scientifique, la constitution d'un corpus solide et la validation rigoureuse des analyses nécessitent un temps conséquent, d'autant que les contributions d'experts africains se font rares ou tardives. Enfin, les ressources humaines et logistiques disponibles au sein du LARC demeurent retreintes, ce qui impacte directement la cadence de production et la qualité attendue de ce rapport.

Ces difficultés ne doivent pas faire oublier l'urgence et l'importance d'initiatives telles que celle-ci. Le cyberspace africain est à un tournant critique : les défis liés à la souveraineté numérique, à la sécurité des données et au développement technologique exigent une réflexion collective, des analyses robustes et des propositions opérationnelles. Un retard dans la diffusion du rapport ne saurait devenir un prétexte à l'inaction. Nous lançons ainsi un appel aux experts, chercheurs, praticiens et toute personnes disposant d'une expertise pertinente en matière de cyberspace africain : votre contribution précieuse est vivement attendue. Le LARC reste ouvert à toute collaboration, échange ou proposition susceptible d'enrichir ce travail stratégique. Ensemble il est possible de tracer une feuille de route adaptée aux besoins réels du continent.

Le LARC au cœur de la recherche camerounaise : cap sur les JERSIC 2025

Du 15 au 18 juillet, le Laboratoire Africain de Recherche en Cyberstratégie (LARC) a marqué sa présence aux Journées d'Excellence de la Recherche Scientifique et de l'Innovation du Cameroun (JERSIC 2025), tenues à Yaoundé sous le haut patronage du MINRESI. Au milieu des stands scintillants de technologies et d'innovations, le LARC s'est distingué

par sa vision stratégique et son engagement pour une souveraineté numérique africaine affirmée. Ses équipes y ont présenté l'Indice Africain de Cyberstratégie, un outil novateur qui suscite un intérêt croissant parmi chercheurs et décideurs. QR codes interactifs, quiz ludiques et publications exclusives ont transformé le stand du LARC en un véritable espace de dialogue et de découverte. Si certains prix espérés notamment celui de la valorisation des produits de la recherche, seul pour lequel nous avons candidaté) ou collaborations promises n'ont pas abouti, cette expérience a renforcé la conviction du laboratoire : l'avenir de la recherche africaine passe par l'autonomie numérique et l'innovation souveraine. De nouvelles pistes de partenariat, des retours précieux sur la propriété intellectuelle, et une visibilité accrue du LARC confirment que la dynamique est lancée.

Que dire de 2026 ?

Parlant des éditions LARC, nous sommes à un tournant décisif car sélectionnés parmi les 24 maisons d'édition d'Afrique centrale qui bénéficient depuis Novembre 2025 d'une formation dispensée par l'Observatoire Africain des Professionnels de l'Édition (OAPE), programme soutenu par l'Organisation Internationale de la Francophonie dans le cadre de son programme FoRCE (Formation et Renforcement des Capacités en Édition). Parallèlement, nous préparons la sortie du Tome II de l'ouvrage Cyberstratégie Africaine ainsi qu'une série de dédicaces tout au long de l'année. Le LARC est également fier d'annoncer que son tout premier indice stratégique visant à mesurer sans manquer de décrire et d'inspirer les Etats africains quant à leur statut de maturité stratégique dans le cyberspace, notamment l'African Cyberstrategy Index pour lequel il invite largement les institutions intéressées à se mobiliser autour de son sponsoring.

Du côté de l'AACC, il est prévu cette année 2026 le lancement des activités de formation de son institution [LARC Academy](#) ainsi que l'organisation du SMI CYBIA 2026 placé sous le thème « Intelligence artificielle et cybersécurité : menaces, métiers et innovations en Afrique ». À ce propos un appel à bénévoles est ouvert à candidature pour les potentiels passionnés de cybersécurité et d'Intelligence Artificielle. Pour plus d'informations, bien vouloir contacter le Laboratoire.

Pour plus d'informations sur nos parutions en cours, ou encore pour recevoir nos nouvelles en instantané (Newsletter) faites un e-mail sur info@larc.africa

CHOIX DE LA RÉDACTION

Dans un contexte où la transformation numérique africaine est souvent abordée sous l'angle des usages, ces ouvrages et livres blancs ont été retenus pour leur capacité à interroger la création de valeur, la souveraineté et la structuration stratégique de la cyberéconomie africaine. Ils proposent des approches complémentaires _prospectives, stratégiques, institutionnelles_ indispensables pour dépasser une lecture purement consumériste du numérique.

« Web3, blockchain, jetons, cryptomonnaies, NFT, DAO : Une révolution décentralisée pour tous... » de Nelly CHATUE-DIOP avec Matthieu CHEREAU, Ouvrage collectif

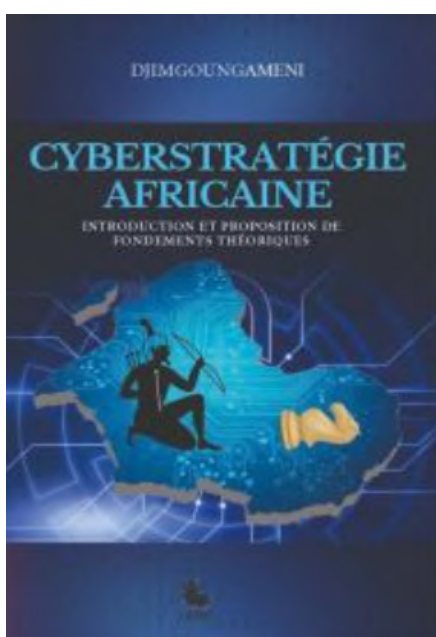
Lien d'achat : [Web3, blockchain, jetons, cryptomonnaies, NFT, DAO : une révolution décentralisée pour tous | Éditions Eyrolles](#)

Le principal apport de Web3.0 réside dans sa capacité à déplacer le débat cyberéconomique africain vers les architectures techniques et politiques du numérique. En interrogeant la promesse d'un Web décentralisé, Nelly Chatue-Diop ouvre une réflexion sur la reconfiguration de la création et de la captation de valeur dans les environnements numériques émergents. L'ouvrage est particulièrement pertinent dans un contexte africain marqué par une forte dépendance aux plateformes dominantes du Web 2.0. Il invite à penser des modèles alternatifs de gouvernance des données, des contenus et des infrastructures, tout en posant une question critique essentielle : le Web3 constitue-t-il une réelle opportunité d'émancipation économique, ou un nouveau cycle de dépendance technologique ? ce livre est à lire absolument, pour sa capacité à projeter la cyberéconomie africaine dans les débats technologiques de demain, sans occulter les risques et les zones d'ombre.



« Cyberstratégie africaine Tome 1 : Introduction et proposition de fondements théoriques » de DJIMGOU NGAMNI, Ouvrage en série

Lien d'achat : [Cyberstratégie Africaine | Librairie Numérique Africaine](#)



Le Tome 1 de Cyberstratégie africaine s'impose comme un texte de référence pour comprendre le numérique africain au-delà de l'innovation entrepreneuriale. Il propose une lecture géopolitique et stratégique du cyberspace, montrant que la cyberéconomie ne peut émerger sans vision, sécurité et souveraineté. L'ouvrage met en évidence un point fondamental : la production et l'exportation de technologies numériques sont indissociables de la maîtrise des infrastructures, des normes et des capacités de défense cyber. Cette approche structurelle permet de relier économie numérique, politiques publiques et rapports de force internationaux. Soyez certains que ce livre vous rappellera que la cyberéconomie africaine ne peut être viable sans cyberstratégie cohérente et assumée.

« LA CYBERSÉCURITÉ ET LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE AU SÉNÉGAL : Tendances de la cybercriminalité en 2025 au Sénégal : Vers un cyberspace sûr, souverain et durable ? », de Gerard DACOSTA, Livre blanc national.

Lien de téléchargement :

Ce livre blanc propose une lecture opérationnelle des enjeux numériques sénégalais, en articulant cybersécurité, souveraineté et développement économique. Il illustre concrètement comment une approche nationale structurée peut poser les bases d'une cyberéconomie crédible. Au-delà du cas sénégalais, le document met en lumière le rôle central de l'État dans la création d'un environnement numérique sécurisé, condition indispensable à l'investissement, à l'innovation et à l'exportation de services numériques. L'approche pragmatique de l'auteur et l'apport concret de ce texte à la compréhension des liens entre politiques publiques et cyberéconomie en font un livre incontournable.



« Livre blanc sur l'intégration de la cybersécurité dans les politiques publiques africaines », Livre blanc continental

Lien de téléchargement : [Livre blanc : La cybersécurité en Afrique : état des lieux et perspectives](#)



Ce deuxième livre blanc adopte une perspective continentale en soulignant que la cybersécurité constitue une condition de possibilité de la cyberéconomie. Il démontre que sans confiance numérique, aucune stratégie de production ou d'exportation technologique ne peut être durable. Le document insiste sur la nécessité d'une meilleure coordination entre États africains, afin d'éviter la fragmentation des cadres juridiques et réglementaires. Il met en évidence les interactions entre sécurité, attractivité économique et compétitivité numérique. Parce qu'il pose les fondations invisibles mais essentielles d'une cyberéconomie africaine structurée et crédible.

Pris ensemble, ces textes montrent que la cyberéconomie africaine ne peut être réduite à l'innovation technologique ou à l'entrepreneuriat numérique. Elle se construit à l'intersection de la vision stratégique, des politiques publiques, des architectures techniques, et de la création de valeur culturelle et économique. Notre souhait en proposant ces lectures est qu'elles éclairent les angles morts de la transformation numérique africaine, et invitent à penser une cyberéconomie productive, souveraine et exportatrice.

QUIZZ

La cyberéconomie africaine : mythe, potentiel ou marché sous-estimé ?



Figure 1 : Carte de l'Afrique composée d'icônes numériques licites et illicites

Testez votre perception de la cyberéconomie africaine !

Pour chaque question, choisissez la réponse qui vous semble la plus juste.

Les réponses commentées seront publiées dans les différents canaux du LARC.

Question 1 : Selon vous, quelle part de la valeur numérique consommée en Afrique est produite localement ?

- A. Plus de 50 %
- B. Entre 30 et 50 %
- C. Moins de 30 %

Question 2 : Quel secteur contribue aujourd'hui le plus à la cyberéconomie africaine formelle ?

- A. Les plateformes de réseaux sociaux
- B. Les services financiers numériques (fintech, mobile money)
- C. Les industries culturelles numériques

Question 3 : Quelle est la principale barrière au passage de la consommation à la production numérique en Afrique ?

- A. Le manque d'idées innovantes
- B. L'absence de marchés
- C. Les infrastructures, la stratégie et la capacité de mise à l'échelle

Question 4 : À combien peut-on estimer la valeur actuelle de l'économie numérique africaine ?

- A. Moins de 50 milliards USD
- B. Entre 100 et 200 milliards USD
- C. Plus de 300 milliards USD

Question 5 : La cybercriminalité en Afrique doit-elle être considérée comme un phénomène marginal ou comme une composante de la cyberéconomie ?

- A. Un phénomène marginal, sans impact économique majeur
- B. Une économie parallèle structurée, transnationale et lucrative
- C. Un problème essentiellement technique

Question 6 : Quel est aujourd'hui le principal enjeu de l'IA et de la blockchain pour la cyberéconomie africaine ?

- A. Le manque total de compétences locales
- B. Le risque de dépendance accrue à des technologies conçues ailleurs
- C. L'absence d'intérêt économique réel

Sachez-le, la cyberéconomie africaine ne se limite ni aux marchés formels ni aux innovations visibles. Elle inclut aussi des économies parallèles, des technologies émergentes et des choix stratégiques déterminants. Ce sont ces zones grises qui décideront de la trajectoire numérique du continent.

À PROPOS DU LARC

Le Laboratoire Africain de Recherches en Cyberstratégie (LARC) est aujourd'hui l'un des rares centres africains à aborder de manière transversale, stratégique et souveraine la question du cyberspace. Il transforme la recherche en action, les savoirs en souveraineté, et les enjeux numériques en opportunités de développement durable et sécuritaire. Son modèle d'autofinancement, son ancrage local, sa rigueur scientifique et sa vision géopolitique font de lui un acteur pionnier de la cyberstratégie africaine. Le LARC propose non seulement une alternative intellectuelle au paradigme cybermondial, mais aussi un socle structurant pour des politiques publiques innovantes et résilientes. Ce projet répond pleinement aux priorités stratégiques de nombreux pays africains, notamment celles du Cameroun telles que définies dans la SND30, la SNSSI et la Stratégie Nationale de Transformation Numérique. Il mérite d'être soutenu, renforcé, et institutionnalisé pour contribuer activement à l'avenir numérique du pays et du continent africain tout entier.

Par ses outils de vulgarisation (magazine, webinaires, plateforme, revue), le LARC rend accessibles des savoirs complexes à un public non initié, notamment : les étudiants, jeunes professionnels et chercheurs africains ; les décideurs locaux et responsables institutionnels ; le grand public intéressé par les enjeux du numérique, etc. Cette accessibilité participe à la réduction de la fracture cognitive dans le domaine stratégique du cyberspace, et permet à une diversité d'acteurs africains d'accéder aux débats sur la souveraineté numérique.

Pour nous soutenir de façon ponctuelle ou régulière, merci de faire un geste via <https://larc.africa/dons/>

DIGITAL VALUE STREAMS: AFRICA'S CONNECTED FUTURE

POLICY & RESEARCH MAGAZINE



Africa's Cyber Economy : Consumption or Control of Value?

Africa's digital transformation is often described through access, connectivity and growing markets. Yet behind these visible indicators lies a deeper question: who creates value in the digital space, and who ultimately benefits from it? In a global cyber economy, remaining primarily a consumer of digital technologies and content does not reduce dependency—it simply reshapes it. The ability to produce, secure, govern and export digital solutions is increasingly tied to economic resilience and long-term strategic autonomy. This issue has explored the tensions, opportunities and structural limits shaping Africa's cyber economy today. The paths forward are uneven, sometimes contradictory, and rarely straightforward. What is clear, however, is that choices made now will determine whether digital growth translates into lasting value. The discussion remains open...



LARC

LABORATOIRE AFRICAIN DE RECHERCHES
EN CYBERSTRATÉGIE



OFFRE SPÉCIALE

EXCLUSIF

OBTENEZ LES DEUX OUVRAGES
AU PRIX PROMOTIONNEL DE

20 000
FCFA

CONTACTEZ-NOUS



696 683 515



www.larc.africa

DJIMGOU NGAMENI

Souveraineté
numérique &
cyberdéfense :
un enjeu
de taille pour
l'Afrique

